

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Pour une information factuelle sur l'histoire, les causes et les effets de la migration

Un nouveau livre de Hannes Hofbauer

Interview avec Hannes Hofbauer

Le 20 octobre 2018, Hannes Hofbauer a présenté en Suisse son livre «*Kritik der Migration. Wer profitiert und wer verliert?*» [Critique de la migration. Qui en profite et qui y perd?] A la suite de son intervention, «*Horizons et débats*» a eu l'occasion de réaliser une interview avec lui.

Horizons et débats: M. Hofbauer, aujourd'hui, vous nous avez présenté votre nouveau livre «*Kritik der Migration. Wer profitiert und wer verliert?*». Quelle a été votre motivation pour soulever ce sujet assez explosif?

Hannes Hofbauer: Cela est basé sur des expériences que j'ai faites pendant de longues années avec le sujet de la migration: d'une part je suis convaincu – comme probablement beaucoup de personnes – que la migration est un signe d'inégalité, d'une grande inégalité régionale – d'une inégalité s'agrandissant de plus en plus dans le monde entier. D'autre part, j'ai vu que dans de nombreux milieux libéraux – notamment de gauche –, la migration est présentée comme quelque chose de positif. Alors, je me suis dit que je voulais me consacrer à cette contradiction, en tentant de contribuer à l'information. Je vais analyser l'histoire et les causes et également les effets de la migration, tant dans les pays d'origine que dans les pays d'arrivée des migrants.

La migration n'est pas une condition de la vie humaine

Dans votre livre, vous avez décrit le point de départ pour votre recherche. Quel est l'état de votre recherche concernant les migrations? J'ai remarqué, suite à mes accès sociaux-scientifiques – je suis historien économiste –, que dans la recherche la migration n'a pas existé pendant de longues décennies. Aujourd'hui de plus en plus de scientifiques sociaux, d'historiens et de scientifiques politiques traitent le sujet de la migration. A première vue, je trouve cela intéressant, il faut probablement le faire. Puis, il y a la remarque centrale dans la nouvelle recherche sur les migrations

«Des centaines de milliers d'hommes musulmans célibataires, des centaines de milliers de demandeurs d'asile refoulés ainsi qu'un nombre inconnu de résidents illégaux créent d'énormes problèmes démographiques, sociaux, culturels et politiques tant dans leurs pays d'origine que dans les pays de destination d'Europe occidentale, notamment l'Allemagne, l'Autriche et la Suède. L'impact dans leurs pays d'origine est évident. Les Etats dévastés par les guerres et les crises, les sociétés envahies par une haine réciproque de l'ennemi auront besoin de toute

l'aide possible pour la reconstruction. La création de cycles économiques fonctionnels et bien sûr, préalablement, les conditions techniques nécessaires, du développement de l'approvisionnement en énergie jusqu'au système scolaire, ne pourront réussir qu'avec une génération jeune et agile. Mais c'est précisément celle-ci, les hommes en tête, qui est partie vers des terres inconnues et qui fait cruellement défaut au pays; elle forme le tremplin déclenchant des migrations ultérieures.»

Hannes Hofbauer. *Kritik der Migration. Wer profitiert und wer verliert*. 2018, p. 159

affirmant: «La migration a toujours existé.» J'y consentirais, mais la recherche récente sur la migration implique avec cette phrase que la migration est une condition de la vie humaine, et là déjà nos chemins se séparent, les chemins de la recherche récente sur la migration et ma vue des migrations, car je pense bien que la migration a toujours existé, qu'elle est humaine, mais je ne suis pas d'avis qu'elle est une condition pour la vie humaine. Étant donné que j'ai étudié ce qui s'est passé depuis la Seconde Guerre mondiale, je peux aussi prouver par les chiffres, combien de personnes ont dû quitter leur pays dans le monde entier. Ainsi, on constate qu'entre les années 1950 et 1970, il s'agissait de 0,6% de la population mondiale et à partir des années 1990, le taux s'est élevé à 0,9%. Ce sont donc davantage, mais, concernant la migration, cela n'est nullement une preuve d'une condition immuable de la vie humaine – c'est plutôt le contraire: la norme ce n'est pas le migrant, mais la personne sédentaire.

La politique de l'élargissement de l'UE vers l'Est a incité la migration

Quel est, selon vous, le lien entre la politique de l'UE et la question migratoire?

Vous avez parlé de la «voie de l'asile de l'UE» ...

Avant d'en venir à la «voie de l'asile» [«Asylschiene»], je désire revenir un peu en arrière. Je pense que lors de son élargissement, l'Union européenne a fait une politique incitant à la migration – suite à l'affrontement des niveaux de vie, de travail et de salaire très différents – lors de l'élargissement à l'Est en 2004 et en 2007 encore une fois avec la Roumanie et la Bulgarie. L'Union européenne n'a rien entrepris pour adapter ces niveaux. En tant qu'union communautaire et économique, elle a harmonisé la sphère économique – on peut aussi parler d'une convergence de l'économie. C'est-à-dire que l'échange de marchandises, la circulation des capitaux et des services étaient traitées de manière plus ou moins convergentes, mais pas les domaines sociaux. Ces derniers étaient l'affaire des Etats nation. Cela a eu comme conséquence que les pays, dans lesquels les niveaux de salaires étaient dix fois inférieurs, voire vingt fois inférieurs comme en Bulgarie – comparés à l'Allemagne –, se sont rencontrés avec des modes de vie totalement différents. Je pense que cela a favorisé la mobilité et la migration. La Banque mondiale a constaté en 2012 que 20 millions de personnes de l'Europe de l'Est avaient quitté leur patrie en direction de l'Ouest. Elle a plus tard même constaté que cette hémorragie massive de migrants a créé une diminution de la croissance des pays de l'Europe de l'Est à hauteur d'environ 7% du BIP en moyenne.

Le FMI donne une fausse recommandation

Le Fonds monétaire international (FMI) a refusé de reconnaître que c'était une erreur, mais il a émis la recommandation pour les pays de l'Est de faire venir des migrants de pays encore plus pauvres, se trouvant encore plus à l'Est, telles l'Ukraine, l'Albanie ou la Biélorussie. C'est ce qui s'est passé: au cours des dernières années, la Pologne a «importé» plus d'un million d'Ukrainiens pour des places de travail bon marché, tout comme la Slovaquie pour l'industrie automobile.

L'accueil de Merkel aux migrants a ouvert la «voie de l'asile»

Pour en revenir à la question de savoir pourquoi l'Union européenne a tant de mal à distinguer les définitions de l'asile et de la migration: il me semble que ce n'est pas le fruit du hasard. A l'arrivée des flux humains – peut-être pas déclenchés, mais certainement favorisés par la déclaration de bienvenue de Merkel –, l'Union européenne a ouvert

la voie de l'asile pour les migrants alors qu'il était clair dès le début que la Convention de Genève relatif au statut des réfugiés n'était pas compétente. La Convention de Genève doit protéger les personnes persécutées du fait de leur race, de leur religion ou de leurs opinions politiques, mais ne peut pas protéger les personnes quittant des régions en crise ou en guerre. Néanmoins l'Union européenne – et notamment l'Allemagne – a estimé que ces gens avaient le droit à l'asile. Entre temps, on a remarqué que la moitié, voire davantage, de ces personnes ayant demandé l'asile en Allemagne ont été refusés, en Autriche il s'agit même de 70%. Ce qui prouve qu'il était absurde d'avoir voulu traiter cette migration de masse à l'aide du droit à l'asile.

Néanmoins, c'est bien ce qui s'est passé en 2015 avec ce que j'appelle la grande migration musulmane.

Résiliation de l'Accord de Lomé, suivie de sérieux dommages pour le tiers-monde

Quelles furent les conséquences de la résiliation de l'Accord de Lomé dans ce contexte?

A partir de 2000, l'Union européenne avait conclu des accords de partenariat avec les Etats d'Afrique et des Caraïbes. C'étaient des accords de libre-échange bilatéraux – tels que des droits de douane permettant, grâce à l'Accord de Lomé de 1975, à différents pays du tiers-monde de protéger leurs marchés des importations européennes, ce qui pouvait, par exemple, leur faciliter une installation de leurs propres industries. Cela fut éliminé par les accords de partenariat de 2000 et plus tard. Depuis lors, le libre-marché prévaut – et comme entre temps tout le monde le sait – le libre-marché favorise toujours la partie économiquement la plus forte. On le voit maintenant dans la lutte entre les Etats-Unis et la Chine: cette dernière est soudainement le pouvoir plaidant pour le libre-échange et les Etats-Unis se mettent brusquement à ériger des mesures protectionnistes. Pour les pays du tiers-monde en Afrique, cela signifie qu'ils sont à la merci de la surproduction agricole de l'Europe, sans pouvoir s'en protéger. Cela y détruit l'agriculture en éliminant les moyens de subsistance de la petite paysannerie familiale dans ces pays. La conséquence en est que leurs fils ou les familles tout entières doivent quitter leurs domiciles pour chercher autre part des lieux de vie plus cléments.

En avez-vous un exemple concret?

Cela a commencé au Ghana. Ce fut un des premiers pays à conclure un tel accord de partenariat. Sur le marché de la volaille, par exemple, avant la conclusion du pacte entre le Ghana et l'Union européenne, 95% de l'offre venait des paysans locaux, à la suite de la conclusion de l'accord, l'offre fut réduite à 11%.

Les guerres provoquent les migrations

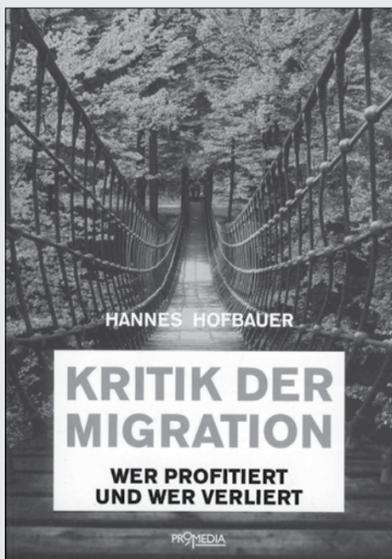
Vous avez expliqué que l'accueil des migrants par Mme Merkel en 2015 et son slogan «*Nous y arriverons!*» avait bien provoqué une vague migratoire, mais que les causes réelles sont plus anciennes.

Je crois que l'accueil chaleureux de Mme Merkel ne fut que la goutte d'eau de trop. Les origines de la migration du monde musulman – pour des millions de personnes – remontent



Hannes Hofbauer (photo mad)

Hannes Hofbauer est né à Vienne en 1955. Historien économique et social, il travaille comme journaliste et éditeur. De nombreux ouvrages sont publiés aux éditions Promedia Verlag, dont: «*Verordnete Wahrheit – Bestrafte Gesinnung. Rechtsprechung als politisches Instrument*» [Vérité prescrite – conviction punie. La jurisprudence comme instrument politique] (2011); «*Slowakei. Der mühsame Weg nach Westen*» [Slovaquie. La voie astreignante vers l'Ouest] (avec David Noack, 2012); «*Die Diktatur des Kapitals. Souveränitätsverlust im postdemokratischen Zeitalter*» [La dictature du capital. Perte de souveraineté à l'ère post-démocratique] (2014, 2^e édition 2015); «*Feindbild Russland*.



ISBN 978-3-85371-441-6 (Buch)
ISBN 978-3-85371-864-3 (E-Book)

Geschichte einer Dämonisierung» [Russie: histoire d'une diabolisation] (2016, 5^e édition 2017); «*Kritik der Migration. Wer profitiert und wer verliert*» [Critique des migrations. Qui en bénéficie et qui y perd] (2018)

Durabilité et libre-échange: Non à la libéralisation à sens unique

Position conséquente au sujet d'un développement durable

Association suisse pour un secteur agroalimentaire fort (ASSAF)*

L'Association suisse pour un secteur agroalimentaire fort (ASSAF) prend une position claire en matière de durabilité et de libéralisation des échanges avec des produits agricoles. Les denrées alimentaires ne sont pas des produits comme les autres. Avoir une position conséquente dans le domaine du développement durable signifie dire non à la libéralisation à sens unique.

Développement durable

Le développement durable est un prérequis important pour l'élaboration des conditions cadre. L'article constitutionnel 104a, précise que les relations commerciales transfrontalières doivent se soumettre aux critères du développement durable. Conclure des accords de libre-échange qui contribuent à augmenter sensiblement le volume des importations de denrées alimentaires ou à favoriser des importations alimentaires issues de conditions de production hasardeuses ne contribue pas au développement durable ni sur le plan national, ni sur le plan international.

Mercosur et Etats-Unis

L'ASSAF porte une attention particulière sur les projets d'accords de libre-échange

avec l'Amérique du Nord et du Sud. Le nouveau président brésilien *Jair Bolsonaro*, très proche du lobby agroalimentaire, veut résilier l'Accord sur le climat, supprimer le Ministère de l'environnement et réduire les zones de protection de la nature. Pour l'ASSAF, il est impensable de soutenir un accord qui augmenterait les importations alimentaires. En 2017, les exportations vers les Etats du *Mercosur* de produits agricoles issus de matières premières suisses se situent à un niveau très faible, pour le fromage, il s'agit de 25 tonnes.

Concernant un éventuel accord avec les Etats-Unis, l'ASSAF estime que pour le secteur agroalimentaire et les consommateurs suisses les risques dominent. Les cultures alimentaires américaine et suisse sont fondamentalement différentes. Les OGM et les hormones de croissances sont tabous en Suisse.

Réformer la libéralisation à sens unique

L'ASSAF estime qu'il n'est plus possible de poursuivre une libéralisation à sens unique. Les accords de libre-échange doivent à l'avenir être moins statiques et comprendre des clauses de sauvegarde permettant à un pays

de réagir face à de nouveaux développements. Le changement climatique, les attentes de la population nécessitent des adaptations dynamiques des conditions cadres. Des accords commerciaux trop statiques ne parviendront pas à apporter des réponses adéquates aux défis en constante évolution.

Lausanne, le 14 novembre 2018

* L'Association suisse pour un secteur agroalimentaire fort (ASSAF) est une union faîtière qui réunit

plus de 60 organisations sectorielles et entreprises réparties tout au long de la chaîne de valeur ajoutée. L'ASSAF défend les intérêts communs entre producteurs et transformateurs du secteur agroalimentaire suisse. Elle s'engage pour une agriculture suisse productive et une industrie agroalimentaire forte. Les entreprises et associations sectorielles, membres de l'ASSAF, génèrent un chiffre d'affaire total annuel de plus de 16 milliards de CHF par an et emploient plus de 160 000 personnes.

Renseignements: *Hans Jörg Rüeggsegger*, Président ASSAF-Suisse, Riggisberg, +41 79 393 87 50
David Rüetschi, Secrétaire général ASSAF-Suisse, Lausanne, +41 79 677 82 12

Courrier  des lecteurs

Garantir l'autodétermination!

Tout d'abord, je tiens à remercier tous les auteurs de lettres de lecteurs pour leurs informations concernant les votations populaires.

L'initiative pour l'autodétermination est nécessaire et déterminera l'avenir de notre pays. Lors de la création de la Confédération en 1291, on rédigea la charte fédérale. Elle commence par les mots «Au nom du Seigneur, Amen» («In nomine domini amen»). Entre beaucoup d'autres choses, il est écrit

que les confédérés seront jugés par les confédérés, et non par des princes étrangers. Notre Confédération existe depuis 727 ans et le texte mentionné ci-dessus également. Il est toujours valable. Citoyennes et citoyens, pensez à la responsabilité que nous avons pour notre beau pays et allez voter! Avec un Oui, nous consolidons notre indépendance.

Fritz Trachsel-Zürcher, Zell

«Pour une information factuelle ...»

suite de la page 1

à plus loin en arrière. Je pense, par exemple, aux guerres déclenchées par les Etats-Unis, souvent avec l'appui de l'OTAN, parfois avec celui de la Coalition des bonnes volontés, comme pour l'Irak, où la France et l'Allemagne n'ont pas participé. Ces guerres ont eu de très sérieuses répercussions concernant la déstabilisation de ces pays. Je parle de l'Irak à partir de 1991, ce fut le premier «Desert Storm». En 2001, il y eut la guerre d'Afghanistan sous le prétexte de se venger de l'attaque du 9-Septembre, alors même qu'il n'y avait guère de preuves. Entre temps, des guerres ont été déclenchées au Yémen, au Mali, en Libye et on s'est immiscé dans la guerre civile syrienne. Il suffit de prendre comme exemple la Syrie et l'Irak. Ils étaient des pays stables avant ces interventions – du moins dans le sens qu'ils ne provoquaient pas de flux migratoires. Par la suite, ils ont été totalement déstabilisés, détruits, divisés territorialement et leurs populations ont dû fuir parce que la guerre leur a enlevé les bases vitales. C'est là qu'il faut chercher les raisons de ces migrations.

Le soutien financier pour les camps de réfugiés de l'ONU a été fortement réduit

A cela s'ajoute que lors de la guerre civile en Syrie, les populations ont tenté de ne pas trop s'éloigner dans leur fuite, mais de rester à proximité de leur patrie. La plupart sont déplacées en Syrie même. Plusieurs millions ont quitté le pays pour aller en Jordanie ou en Turquie. Cela a duré environ deux ans jusqu'à ce que ces camps, gérés par l'ONU, fussent mis financièrement à sec. La raison en était que les Etats-Unis et d'autres pays avaient diminué leurs contributions financières. Puis vint – ce qui fonctionna comme déclencheur – l'appel d'Angela Merkel donnant un nouvel espoir aux réfugiés d'arriver en Allemagne ou plus au nord. Ils se sont donc mis en marche.

Accueil de jeunes conscrits syriens: «L'objectif était d'affaiblir le gouvernement Assad ...»

Vous avez examiné de près la route des Balkans et fait quelques observations. Pourriez-vous nous en parler?

Oui, et tout le monde peut se faire une idée en regardant les films disponibles sur YouTube. Quant à moi, je me suis, par exemple, rendu au «Westbahnhof» de Vienne, où j'ai vu cette misère. C'était évidemment déchirant et un sérieux problème. Mais il faut également regarder les films Youtube documentant la situation dans les gares de Budapest, où l'on voit qu'environ 90% des arrivants étaient des jeunes hommes. On constate un nombre très restreint de familles ou de femmes – juste quelques-unes. Et ces jeunes hommes avaient

«Dans leur étude publiée en juillet 2016, les statisticiens du FMI ont pris la peine de quantifier les conséquences macroéconomiques de ces migrations massives pour les pays d'origine. Leurs conclusions révèlent toute l'absurdité de l'inégalité structurelle entre l'Est et l'Ouest et elles présentent les migrations comme la raison principale. Selon le FMI, l'Europe de l'Est aurait sans migrations un *Produit national brut* (PNB) sensiblement élevé: «S'il n'y avait pas eu d'émigration entre 1995 et 2012, le PNB réel serait supérieur de 7% en moyenne (avec une légère différence selon les pays, ndla.)». Cette déclaration détruit le récit sur le caractère enrichissant des migrations, d'autant plus que la croissance dans les pays de destination est loin d'atteindre

entre 18 et 25 ans – naturellement, on ne sait pas à quelles couches sociales ils appartenaient –, mais ce qu'ils ont visiblement affiché, c'est qu'ils étaient des conscrits de l'armée syrienne. Et comme ils ne se trouvaient pas dans cette armée, cela montre que beaucoup d'entre eux étaient en principe des déserteurs. Cette circonstance – des conscrits ne se trouvant pas incorporés dans l'armée syrienne qui avait combattu l'Etat islamique à son apogée en 2015 –, je la trouve compréhensible du point de vue de chaque individu: qui aime se faire envoyer à la guerre? Mais analysé d'un autre point de vue, cela pose évidemment un problème structurel, et il faut se demander pourquoi les pays européens ou l'Allemagne ont accueilli ces hommes. Là, nous nous trouvons devant un aspect géopolitique: il s'agissait d'affaiblir le gouvernement Assad.

... et de renforcer le marché européen du travail»

On voulait bien sûr également profiter de ces jeunes gens pour le marché du travail européen ou du moins en choisir un certain nombre. Je me rappelle d'une situation, où des entrepreneurs lituaniens se sont rendus dans un camp quelque part en Hongrie pour y choisir quelques milliers de Syriens. Il faut bien dire que cela était très peu réjouissant. Je pense qu'il est important de discuter également ces aspects de la migration et de ne pas les dissimuler.

Ce qui ne fonctionne pas dans les discours keynésien et libéral sur les migrations

Quelles sont à votre avis les erreurs commises jusqu'à présent dans les débats sur les migrations?

Il y a plusieurs discours. Un de ces discours, par exemple, proche de la mouvance sociale-démocrate, est le discours keynésien. On pourrait le résumer ainsi: avec cette migra-

une augmentation de 7% en raison des flux migratoires.

Mais c'est encore pire. Selon l'étude du FMI, les transferts monétaires des émigrants vers leur pays d'origine entravent l'économie locale. [...]

Le manque de jeunes et de personnes en bonne santé, et donc la prépondérance des personnes âgées dans les pays d'origine des migrants, entraîne également une explosion des coûts des systèmes de santé et de retraite ne pouvant être couverts par les Etats. «Le départ d'une partie des plus jeunes et des plus brillants présente un défi majeur dans le processus de rattrapage de l'Europe de l'Est face aux pays plus avancés», conclut le FMI dans son langage diplomatique. (Hofbauer, p. 211s.)

tion de masse, on peut résoudre ou stimuler, à l'aide de l'Etat, la réalisation de logements pour les migrants, l'offre de cours d'allemand et de cours sur les valeurs prévalant dans notre culture et beaucoup d'autres choses encore. Ainsi on développe une sorte d'industrie migratoire. Cela pourrait également aider à combler ou à surmonter les baisses à l'exportation qui sont récurrentes.

Ce discours keynésien néglige le fait que les coûts économiques en sont extrêmement élevés. L'économiste allemand *Konrad Schuler* estime que le budget allemand sera, au cours des quatre à cinq prochaines années, grevé de 47 milliards d'euros par an, en raison des migrations de 2015/2016. Cela correspond à 15% du budget allemand et aura donc des répercussions sur d'autres postes budgétaires où l'on sera contraint de faire des économies.

Le discours keynésien contient encore une autre erreur particulière: il ne prend pas en compte – et cela me paraît très important – les coûts provoqués par le départ de ces jeunes gens de leur pays d'origine. Comment imaginez-vous que la Syrie, l'Afghanistan ou les pays africains pourront être reconstruits après ces crises économiques ou ces guerres? Le discours keynésien est donc un discours totalement euro-centrique.

L'autre discours est le discours libéral. Il part de l'idée que nous avons besoin d'une migration constante et également de ces grandes migrations musulmanes afin d'en doter nos marchés du travail et de les maintenir dans un mouvement continu. Son argument principal est qu'aucune personne locale (en Allemagne, en Autriche et en Suisse) ne veut faire des travaux salissants. On peut, là aussi, y opposer qu'il s'agit d'une question à trancher entre le travail et le capital: comment rémunère-t-on un travail lourd ou salissant? Il y a des exemples, où les travaux pénibles sont bien rémunérés. Pour les travaux dans les canalisations de certaines

villes comme Vienne ou pour le ramassage des ordures dans certaines communes, on ne veut pas engager de la main d'œuvre étrangère bon marché. Dans de tels secteurs, on a recours aux travailleurs locaux qui ne sont pas seulement bien rémunérés, mais qui ont un emploi digne généralement bien respecté. Voilà donc, pour ainsi dire, la position opposée, et c'est elle qu'il faudrait adopter.

Alternatives à l'expansion de la mobilité et de la migration

Quel pourrait être, à votre avis, le fondement d'un discours constructif sur la question migratoire? Vous avez mentionné le terme de «protectionnisme progressiste».

Je suis tombé sur ce mot-clé en lisant le livre de *Colin Hines*, «Progressive Protectionism». Pour lui, il s'agit de synthétiser un discours écologique qui soit critique à l'égard de la mobilité. Le Viennois *Hermann Knoflacher*, spécialiste des transports, a dit un jour: «La mobilité reflète un manque à un endroit.» Projeté sur la question migratoire, cela revient à dire qu'il faut être critique envers les migrations. Ce qui aboutit à plutôt préférer un développement autocentré, une substitution des importations, des accords politico-économiques équitables et non pas le libre-échange et l'opposition contre de tels accords, au lieu de développer la mobilité et les migrations – comme veut l'imposer l'ONU à l'aide du Pacte sur les migrations lors de la rencontre de Marrakech de décembre. J'appelle cela parfois le «concept de la subsidiarité économique» qui raccourcit les trajets, réduit les chaînes de production et ne rallonge pas les chaînes des produits. Cela revient à dire qu'il faut renforcer les marchés locaux au détriment de la globalisation.

Merci bien, Monsieur Hofbauer, nous souhaitons que votre livre trouve toute l'attention qui lui est due. Cet ouvrage est de première importance et nous espérons que les débats sur les migrations seront menés avec toute l'objectivité qu'ils méritent. •

(Traduction Horizons et débats)

«Quiconque trouve moralement et politiquement répréhensible que des couturiers bengalaises, entassées dans des usines risquant de s'effondrer, triment pour un salaire de misère pour le marché mondial, ne peut pas trouver de connotation positive à l'importation constante de main d'œuvre des «pays du Sud» dans les régions centrales du monde. La délocalisation des emplois vers des lieux à bas salaires et l'immigration massive de travailleurs déracinés vers les «pays du Nord» sont trop similaires dans leurs structures d'exploitations.» (Hofbauer p. 8)

Les Chambres fédérales voteront sur le Pacte de l'ONU pour les migrations lors de la session d'hiver

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

La Suisse ne signera probablement pas le Pacte des Nations Unies sur les migrations le 10 et 11 décembre au Maroc. Après que les quatre commissions parlementaires compétentes aient voté sur les propositions de différents partis, la situation s'est clarifiée: trois des quatre commissions, les Commissions des institutions politiques du Conseil national et du Conseil des Etats (CIP-N et CIP-E) ainsi que la Commission de politique extérieure (CPE-E) ont approuvé des motions chargeant le Conseil fédéral «de ne pas approuver le Pacte mondial des Nations Unies sur les migrations comme il l'avait prévu, mais de soumettre la proposition d'approbation au Parlement sous la forme d'un arrêté fédéral».¹ Seule la Commission de politique extérieure du Conseil national (CPE-N) a rejeté une motion dans ce sens par 14 voix contre 11.²

La majorité de la CPE-E, par exemple, déclare «qu'une décision d'une telle portée ne devrait pas être prise sans l'approbation du Parlement [...]». Par ailleurs, certains membres de la commission craignent que le pacte n'alimente, à l'échelon international, des attentes qui pourraient être préjudiciables à la Suisse à l'avenir. Ils sont en effet d'avis que le pacte contient des exigences qui sont pour le moins floues, voire incompatibles avec la législation suisse, et ils s'opposent par conséquent à sa signature. Ces sérieuses préoccupations sont diamétralement opposées aux affirmations banalisantes du Conseil fédéral: «Les principes directeurs et les objectifs sont en parfaite conformité avec la politique migratoire de la Suisse» et «il n'y a pour la Suisse aucune nécessité d'agir au niveau de la politique intérieure».³

Le 29 novembre, le Conseil des Etats se prononcera sur les propositions et le Conseil national le 6 décembre. Il faut espérer que les deux Conseils refuseront la signature d'un accord, dont les effets sur le droit et la politique migratoire suisses ne sont guère estimables à l'heure actuelle et n'ont, en outre, pas été discutés publiquement.

En rejetant le pacte migratoire, le Conseil national et le Conseil des Etats peuvent effectivement empêcher le Conseil fédéral de le signer les 10 et 11 décembre.

Seuls les Etats souverains peuvent trouver des solutions aux problèmes mondiaux

La CPE-N, qui est la seule des quatre commissions à recommander au Conseil fédéral d'approuver le pacte sur les migrations, justifie sa décision comme suit: «La majorité de la commission est convaincue que les problèmes mondiaux ne peuvent être traités et résolus que par une action multilatérale: ce pacte représente donc un premier pas dans la direction d'une résolution globale du problème des migrations.»

Compte tenu de la réalité actuelle, cette affirmation est très audacieuse. Si, malgré son organisation centralisatrice, l'UE ne parvient pas à surmonter le problème des migrations et à imposer une solution à ses Etats membres, comment la «communauté mondiale» peut-elle y arriver? L'UE tente-t-elle de faire avancer son problème non résolu à l'aide du Pacte de l'ONU afin de discipliner ses propres membres? Certains membres de l'UE, telles l'Autriche et la République tchèque, ont déjà annoncé qu'ils ne signeraient pas le pacte. Comme chacun sait, les «pays de destination» du pacte migratoire se trouvent en Europe, y compris la Suisse. Les grands pays d'immigration que sont les Etats-Unis et l'Australie ne signeront pas le document.

Comme beaucoup d'autres pays, la Suisse contribue déjà de sa propre initiative à l'accueil des migrants. Un quart de la population suisse est composée d'étrangers, des dizaines de milliers de demandeurs d'asile nous parviennent chaque année (environ 18 000 en 2017, environ 39 500 en 2015, année de pointe), dont beaucoup sont admis temporairement ou définitivement. En outre, depuis mars 2015, 3 000 personnes vulnérables, réparties sur trois ans, ont été admises chez

nous directement de la région en crise autour de la Syrie par le HCR.⁴ En septembre 2015, la Suisse s'est également engagée à accepter 1 500 personnes vulnérables ayant atterri en Italie ou en Grèce, dans le cadre du programme de redistribution de l'UE et a garanti de participer à d'autres redistributions européennes.⁵

Il n'y a rien à redire contre la participation de la Suisse à ces actions de l'ONU et de l'UE dans la mesure, où elle le fait volontairement et peut contrôler l'immigration elle-même. Comme vous le savez, ce n'est le cas que dans une mesure limitée. Il n'en reste pas moins vrai que seuls les Etats souverains individuels peuvent chercher et trouver des solutions appropriées aux problèmes mondiaux en collaboration avec les autres Etats souverains du monde.

Changement étrange d'une migration «irrégulière» à une migration «ordonnée» par la «soft law» ...

Le scepticisme des commissions parlementaires est compréhensible compte tenu du communiqué du Conseil fédéral du 10 octobre 2018⁶ le pacte migratoire y est appelé «soft law», c'est-à-dire «juridiquement non contraignant, mais politiquement contraignant». Qu'est-ce que le Conseil fédéral entend par «politiquement contraignant»? Mieux vaudrait alors directement admettre que le pacte est «juridiquement contraignant». Ainsi, au moins chacun sait ce qu'il en est. Et de poursuivre: «Il a pour objet de définir des paramètres communs pour une migration ordonnée, ce qui impliquerait aussi une réduction de la migration irrégulière.» En réalité, cette dernière augmenterait probablement aussi, puisque beaucoup plus de personnes espèrent une migration régulière.

Pour la réorganisation mondiale prévue de la migration de la main-d'œuvre, de courts extraits du document de 32 pages, dense en contenu et difficile à comprendre, seront cités et examinés ici. De cette façon, toutes les parties devraient être discutées et vérifiées.⁷

Dans le cadre de l'objectif 5 «Améliorer la disponibilité et la flexibilité des voies de migration régulière», nous lisons entre autres choses: «Nous nous engageons à adapter les options et les voies de migration régulière de manière à faciliter la mobilité de la main-d'œuvre et le travail décent, en tenant compte des réalités démographiques et du marché du travail, dans le but d'améliorer et de diversifier l'offre de voies de migration sûre, ordonnée et régulière». (point 21)

«Nous nous engageons ...» ne semble pas être «juridiquement non contraignant»!

... ou la traite des êtres humains dans l'ère du numérique

Dans les points 21 a) à j) différentes mesures sont énumérées destinées à mettre en mouvement les migrations mondiales de main-d'œuvre par les Etats qui concluent «des accords internationaux et bilatéraux de coopération tels que des accords de libre circulation, de libéralisation des visas ou de visas pour plusieurs pays» (b). L'objectif est «d'examiner et de réviser, en consultation avec le secteur privé et d'autres parties prenantes concernées, les options et les voies existantes en matière de migration régulière en vue d'optimiser l'adéquation des compétences aux besoins du marché du travail [...]» (c).

Il s'agit donc de retirer les travailleurs qualifiés des pays à bas salaires (ou les forces, dont on a un urgent besoin, manquant!) et de les placer quelque part dans le monde où une entreprise mondialisée a besoin de travailleurs ne se plaignant pas des conditions de travail de troisième classe. Les lecteurs qui ne se laissent pas décourager par les longues phrases et continuent à lire jusqu'à 21j) apprendront les détails de l'organisation de la migration, par exemple au moyen de «programmes temporaires, saisonniers et circulaires* et de programmes accélérés dans les régions en pénurie de main-d'œuvre» ou «par la délivrance de

visas et de permis souples, convertibles et non discriminatoires».

«Migration circulaire»

Le concept de «migration circulaire» est issu du projet de l'EU «Well-being 2030», élaboré par le think-tank bruxellois «European Policy Centre». La migration circulaire est décrite comme suit: «Une partie considérable de la migration transfrontalière ne conduit pas à une installation permanente dans le pays de destination. Certains migrants retournent dans leur pays d'origine après une certaine période, d'autres se rendent dans un pays tiers ou ils font la navette (par exemple saisonnière) pour des séjours plus courts entre deux pays. Les frontières entre les formes de migration sont «temporaires», «circulaires» et «saisonnières», donc floues».⁸

Le fait qu'une telle vie errante est à long terme rebutante pour la plupart des gens, doit probablement être masqué par le terme «bien-être».

Renversement des Etats souverains et déracinement des peuples

A la lecture de l'objectif 5 du Pacte, certaines choses se clarifient: d'une part, avec des visas souples et des cours rapides, on pourrait faire de n'importe quel migrant «régulier» – mais seulement tant que l'entreprise en a besoin. Si non, il est renvoyé d'un seul clic. D'autre part, le droit national des Etats individuels doivent s'imbriquer les uns dans les autres par le biais de la «coopération», de sorte que chacun puisse séjourner partout. Ainsi, les Etats souverains perdraient progressivement le contrôle des migrations sur leur territoire et, en même temps, la cohésion culturelle de la population suisse, autrichienne ou autre serait dissoute dans un réseau multiculturel qui irait bien au-delà de ce que nous avons déjà dans

certaines agglomérations. Pour les individus, la contrainte de facto à une migration permanente suite à la misère économique signifierait un déracinement croissant, au lieu d'appartenir à une communauté qui est l'un des besoins humains fondamentaux et indispensables. Le fait est que la grande majorité des gens veulent rester dans leur pays d'origine s'ils ne sont pas contraints d'émigrer à cause des guerres et des misères. Les seuls gagnants de ces programmes humains de migrations seraient les entreprises mondiales sans aucun enracinement.

On ose à peine imaginer les effets que les «voies améliorées pour une migration régulière», auraient dans la société 4.0 sur nos propres emplois et notre bonne formation professionnelle: 20% de personnes hautement qualifiées et 80% avec une mini-formation, devant se battre avec les masses entrantes pour des emplois bon marché avec des conditions de travail «flexibles» ...

¹ Communiqué de presse de l'CPE-E du 12/11/18. Cf. les motions identiques de la CIP-N (communiqué de presse du 2/11/18) et de la CIP-E (communiqué de presse du 9/11/18)

² Communiqué de presse CPE-N du 6/11/18

³ «Le Conseil fédéral décide d'approuver le Pacte mondial des Nations Unies sur les migrations». Communiqué de presse du Conseil fédéral du 10/10/18

⁴ «Le Conseil fédéral a adopté de nouvelles mesures en faveur des victimes du conflit syrien». Communiqué de presse du 6/3/15

⁵ «La Suisse participe au premier programme de répartition des réfugiés mis sur pied par l'Union européenne et renforce son aide sur place». Communiqué de presse du 18/9/15

⁶ «Le Conseil fédéral décide d'approuver le Pacte mondial des Nations Unies sur les migrations». Communiqué de presse du 10/10/18

⁷ <https://undocs.org/fr/A/CONF.231/3>

⁸ Cité par l'Agence fédérale allemande pour l'éducation civique (bpb). Site: www.bpb.de/gesellschaft/migration/newsletter/56902/wanderungsformen

Initiative pour l'autodétermination – des voix éminentes du monde de l'économie

mw. Le fait que les opposants, sous la direction de l'association économique économiquesuisse, mènent une lutte de votation aussi acharnée contre le pouvoir de décision du peuple prouve que le souverain suisse accorde généralement plus d'importance au bien commun et aux structures de démocratie directe développées au cours des siècles que les intérêts de certaines grandes entreprises puissantes dans le brouillage et le mélange des espaces juridiques des Etats souverains. De plus en plus de voix se font entendre également dans le monde de l'économie, ne voulant pas se laisser enfermer dans la trame d'un parti politique, mais désire s'exprimer ouvertement en faveur de l'initiative pour l'autodétermination parce qu'elles veulent préserver la démocratie directe et la plus grande indépendance possible comme un des atouts indispensables de la Suisse.

L'indépendance de la Suisse est un avantage compétitif, l'autodétermination est une préoccupation libérale

Ainsi, *Mark Ineichen*, gérant de l'entreprise familiale Otto's AG sise à Sursee avec 2 000 employés dans toute la Suisse, considère que la priorité du droit du pays est «absolument juste». Ineichen ne voit aucun danger pour l'accès des entreprises suisses aux marchés internationaux: «L'économie est adaptable, nous trouvons nos propres solutions.» L'indépendance de la Suisse est à 100% un avantage de site dans la concurrence internationale.¹

Rolf Dörig, président du conseil d'administration de différents grands groupes tels que les assurances Swiss Life et Adecco, la plus grande agence de placement au monde, s'exprime dans le même article: «Ce vote ne concerne pas la poli-

tique des partis. Elle ne concerne pas non plus la Convention des droits de l'homme totalement incontestée, ni le principe du respect des accords conclus. [...] Il s'agit de la Constitution fédérale, qui doit être au-dessus de tout et du fait que notre droit suisse doit primer sur une interprétation et une application de plus en plus larges du droit international dans notre propre pays.» Rolf Dörig est également président de l'Association suisse d'assurances (ASA) et donc également membre du Comité exécutif d'économiesuisse.

Même *Konrad Hummler*, ancien banquier et membre du PLR, soutient l'initiative, au motif que l'autodétermination est une «préoccupation libérale-démocratique».

L'intervention de *Gerhard Schwarz*, ancien directeur de la rédaction économique de la NZZ, puis directeur du think-tank Avenir Suisse favorable à la globalisation, est particulièrement digne d'intérêt. Il dit que l'initiative pour l'autodétermination est «parfaitement compatible avec les principes libéraux». Il ne s'agit pas d'une «menace pour le secteur économique» et il ajoute qu'il considère ces déclarations comme «matériellement erronées et peu judicieuses en termes de tactiques de vote». Le fait que l'initiative place la loi nationale au dessus du droit international n'a rien d'extrême. Cette priorité existe dans une forme similaire ailleurs, par exemple en Allemagne.¹

Grace à ces modèles, il se trouvera peut-être encore d'autres personnalités osant s'exprimer en faveur du renforcement de la démocratie directe et de la séparation des pouvoirs.

¹ «Kampf um Selbstbestimmunginitiative: Prominente Unternehmer brechen aus Nein-Front aus» par Patrik Müller. Schweiz am Wochenende du 10/11/18

Qui en Allemagne a abandonné les pratiques de la démocratie participative ?

Le Bundestag allemand a débattu du pacte de l'ONU sur les migrations

par Karl Müller

Le 8 novembre 2018, à la demande du groupe AfD, le Bundestag allemand a débattu pendant une heure de trois motions concernant le projet de Pacte de l'ONU sur les migrations (cf. *Horizons et débats* n° 25 du 12/11/18) – une du groupe AfD, une du groupe FDP et une du groupe Bündnis 90/Die Grünen. Suite à la lecture du procès-verbal parlementaire, trois points ressortent :

- 1) Le groupe AfD prend position contre la participation de l'Allemagne au Pacte de l'ONU sur les migrations.
 - 2) Tous les intervenants des autres groupes politiques sont favorables à l'approbation par l'Allemagne du pacte de l'ONU sur les migrations, même si les affirmations sont très différentes et parfois contradictoires.
 - 3) Les injures verbales contre les députés de l'AfD de tous les autres partis représentés au Parlement ont atteint un niveau guère imaginable. Le 8 novembre, cela allait des «conspirationnistes» aux «menteurs», en passant par «racistes», «populistes», «extrémistes de droite», «mesquins» et «comme un médecin administrant du poison à ses patients». Notons bien qu'avec ces attaques contre l'AfD, on s'attaque également à plusieurs millions de citoyens allemands. Selon les sondages actuels, le pacte migratoire de l'ONU est très controversé auprès des citoyens allemands. Le degré d'uniformité dans les rapports des médias avec l'AFD, au-delà des membres, sympathisants et électeurs de ce parti, est énorme. En Allemagne, il ne reste pratiquement plus personne qui ne soit ni proche de l'AFD, ni opposant à ce parti, mais qui élève publiquement sa voix et exige le respect des vertus démocratiques. La question semble justifiée: qui en Allemagne a abandonné les pratiques de la démocratie participative ?
- Les points suivants ont été importants dans le débat au Bundestag :

- 1) Les jugements sur les conséquences du pacte migratoire varient considérablement d'un défenseur à l'autre. Les intervenants du groupe parlementaire CDU/CSU ont

Les pétitions adressées au Bundestag n'ont pas été publiées

km. Ces dernières semaines, 19 pétitions concernant le Pacte de l'ONU sur les migrations ont été soumises à la Commission des pétitions du Bundestag allemand. Habituellement, les pétitions sont publiées pour que d'autres personnes puissent se joindre à elles et apposer leur signature sur l'Internet. Jusqu'à présent, la situation est différente pour les pétitions concernant le Pacte de l'ONU sur les migrations. La «Berliner Zeitung» a écrit le 7 novembre 2018:

«[...] aucun d'entre elles ne sera publiée. Cette décision a été prise par le secrétaire de la Commission des pétitions. [...] Certaines des 19 pétitions ont dû être rejetées pour des raisons factuelles, mais la plupart ne l'ont pas été. L'un des textes est à la disposition de la «Berliner Zeitung». Toute politique migratoire a besoin d'une légitimité démocratique», lit-on. Le Bundestag devrait tenir un vote sur le pacte migratoire. Mais même ce texte a été rejeté. Le Bundestag a jus-

tifié par écrit que les pétitions de ce type étaient «susceptibles de peser sur le dialogue interculturel». La simple discussion sur l'immigration est donc considérée comme une perturbation dangereuse.

Mercredi, la Commission des pétitions a confirmé cette censure à la majorité. L'AFD avait demandé la publication d'une des pétitions. Les autres partis ont refusé. La CDU aussi, bien que dans ses rangs, il y avait également de l'opposition contre le pacte migratoire. [...]

Le pacte migratoire est boycotté par les Etats-Unis. L'Australie, la Pologne, la Hongrie, l'Autriche, la République tchèque, la Croatie et le Danemark y sont également opposés. Il y a beaucoup de discussions partout. Mais pas au Bundestag allemand. Ici, le débat est présenté comme un danger pour le «dialogue interculturel» et il demeure entravé.»

Source: <https://www.bz-berlin.de/berlin/kolumne/bundestag-zensiert-petitionen-der-buerger-zum-Uno-migrationspakt-du-7/11/18>

affirmé que l'Allemagne remplissait déjà toutes les obligations du Pacte et que l'on espérait qu'avec l'adoption du Pacte, tous les autres Etats signataires rempliraient désormais également ces obligations – de sorte que la pression migratoire sur l'Allemagne diminuerait. Les intervenants de Bündnis 90/Die Grünen voyaient les choses différemment. Pour eux, l'acceptation du Pacte par l'Allemagne signifie que les migrants voulant s'installer en Allemagne ou qui y vivent déjà bénéficieront enfin de tous les «droits» auxquels ils ont droit; en d'autres termes, l'Allemagne deviendrait nettement plus attrayante pour les migrants. Qui de ces deux positions a raison? Et aux intervenants du groupe parlementaire CDU/CSU il faut demander ce qu'ils pensent de la déclara-

tion de l'eurodéputée sans affiliation politique *Frauke Petry*: «Donc, si le pacte est destiné à promouvoir la mise en œuvre des droits de l'homme dans tous les pays où ils ne fonctionnent pas, alors expliquez aux citoyens pourquoi ce pacte devrait soudainement réussir, alors que même la déclaration universelle des droits de l'homme ne l'a pas réalisé jusqu'à présent».

- 2) Contrairement aux intervenants de l'AFD, ceux des autres parties ont souligné que le Pacte est juridiquement non contraignant et que chaque pays conserve sa souveraineté sur les questions migratoires. Le projet de Pacte stipule en effet que le Pacte est un «cadre de coopération juridiquement non contraignant», mais il parle également en même temps sur la bonne trentaine de

pages écrites en tous petits caractères, des nombreuses «obligations» que les Etats signataires contractent et qui sont déjà très détaillées. Pourquoi les auteurs du pacte se seraient-ils donné tant de mal pour les détails si tout reste non contraignant? On peut supposer que l'affirmation d'une souveraineté durable s'inscrit dans le même ordre d'idées trompeuses. En fait, le projet de Pacte affirme que «c'est le droit souverain des Etats de déterminer eux-mêmes leurs politiques nationales en matière de migration», mais dans la même phrase, il déclare que cela ne s'applique que «conformément au droit international». La très longue phrase suivante du projet de Pacte se termine également par l'affirmation que tout doit être «conforme au droit international». Il ne s'agit pas ici du droit international contraignant (cf. *Horizons et débats* n° 24 du 29/10/18), mais bien du droit international en général, c'est-à-dire de tous les accords interétatiques. Que reste-t-il alors de la souveraineté des Etats lorsque le contenu du Pacte sera devenu «droit international»?

L'intervention du politicien de la CDU *Stephan Herbarth* est instructive. Dès le début de sa contribution, il a déclaré: «Après la catastrophe de la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne a décidé de relever les grands défis de l'époque au niveau international [...]. Nous organisons notre protection militaire en alliance avec de nombreuses nations; nous organisons notre économie au niveau international; nous organisons la protection de l'environnement au niveau international; et nous ne pourrions relever les défis de la migration qu'avec une approche internationale.»

- 3) Comment expliquer l'attitude contradictoire du groupe de la gauche? Les intervenants du groupe parlementaire se sont prononcés en faveur de l'adoption du pacte par l'Allemagne. En même temps, son orateur *Sevim*

Suite page 5

La critique du pacte migratoire de l'ONU arrive en Allemagne de différents côtés

km. *Boris Palmer*, maire de la ville de Tübingen sur le Neckar et membre des Verts, a toujours été un penseur non conventionnel au sein de son parti. Il ne s'oppose pas fondamentalement au Pacte de l'ONU sur les migrations, mais adopte une position critique parue dans un texte assez long publié sur Facebook. Des membres de la CDU et de la CSU ont également émis des critiques envers ce pacte.

Boris Palmer:

«Ne signez pas le pacte migratoire»

Boris Palmer écrit qu'après une réunion à Baden-Baden, il s'est «forcé à lire le document original. Au début, cela m'a semblé tout à fait acceptable. Les objectifs sont tous compréhensibles et corrects. Je veux que la communauté internationale travaille ensemble pour combattre les causes de la fuite et pour aider solidairement dans les situations d'urgence. Mais lorsque j'ai tenté de réfuter les objections soulevées dans les milieux de droite, j'ai rencontré de nombreux problèmes auxquels il n'y avait pas de réponses. Le document est très difficile à comprendre et ne peut être interprété clairement. J'aurais eu besoin de l'aide d'experts. Il n'y a rien sur Internet à ce sujet. [...]

Suite au retrait de l'Autriche, on peut maintenant lire pour la première fois en allemand, dans un rapport pour le gouvernement fédéral autrichien, que [...] de nombreux doutes sont justifiés. Le principal problème réside dans le fait qu'immigration et asile ne sont pas toujours clairement séparés dans les termes. Ce qui est toujours soutenable pour échapper à la guerre et à la persécution est souvent inacceptable pour l'immigration sur le marché du travail. Exemple: l'objectif de garantir aux gens fuyant la

guerre une voie légale pour trouver un refuge sécurisé ne peut être refusé que par une brute. Cependant un travailleur migrant n'a pas le même droit de franchir la frontière en toute sécurité.

Même l'argument initialement convaincant, selon lequel le pacte n'exige que la norme en vigueur depuis longtemps en Allemagne, n'est malheureusement pas viable. En raison du manque de clarté de la définition de la migration, cela ne peut s'appliquer dans tous les cas. Et certaines demandes sont si élastiques qu'il se peut fort bien que les débats commencent bientôt sur le fait que cette restriction ou toute autre restriction imposée aux demandeurs d'asile ne sera plus recevable suite au pacte. En fait, le droit international fonctionne en grande partie selon le principe de la «soft law», c'est-à-dire que malgré la stipulation du texte que tout n'est pas juridiquement contraignant, il le devient après un certain temps par la pression politique et les tribunaux. [...]

Je considère qu'une signature du gouvernement fédéral à ce stade est erronée pour deux raisons [...]: premièrement, il y a un manque de clarté sur le contenu d'un trop grand nombre de points. Il faut d'abord clarifier les choses. Deuxièmement, à l'heure actuelle, une signature sans débat clarifiant augmenterait massivement les doutes envers notre Etat, notre démocratie et nos médias dans une grande partie de la population [...]. (Source: <https://www.facebook.com/ob.boris.palmer/posts/2136395966399924>)

Les opposants au pacte migratoire au sein de la CDU se rassemblent

Le «Tagesspiegel» de Berlin a rapporté le 13 novembre 2018 que des opposants à

l'accord international sur les migrations se formaient au sein de la CDU: «Le dit «Berliner Kreis», un groupe de députés conservateurs, rejette le pacte de l'ONU sur les migrations si celui-ci entraîne des obligations pour l'Allemagne. Les membres du cercle veulent subordonner leur approbation à la condition que le gouvernement fédéral joigne au pacte une déclaration unilatérale dans laquelle toutes obligations émanant du contenu sont nulles et non avenues pour l'Allemagne. [...] *Arnold Vaatz* (CDU), vice-président du groupe parlementaire de l'Union, et *Marian Wendt* (CDU), président de la Commission des pétitions du Bundestag, appartiennent également au «Berliner Kreis». [...]

La «Wertheunion», étroitement liée au «Berliner Kreis», vient d'annoncer une «campagne nationale de signatures» contre le pacte migratoire au sein de la CDU. Depuis la base, la «Wertheunion» veut également accroître la pression sur le groupe parlementaire de la CDU pour qu'elle n'accepte le pacte qu'à la condition de garantir aucune obligation supplémentaire pour le pays». (Source: «Der Tagesspiegel» du 13/11/18)

Silke Launert, politicienne de la CSU, voit les dangers de la migration

Silke Launert, membre de la CSU de Haute-Franconie et ancien procureur général, s'est engagée en vain pour un vote sur le pacte migratoire lors d'une réunion du groupe parlementaire CDU/CSU le 6 novembre 2018. En tant qu'ancien procureur, elle est très consciente des dangers de l'immigration et ne peut l'aborder «naïvement». Et Mme Launert de préciser que les risques allant de la criminalité aux structures sociales ne sont pas du tout traités au sein de ce pacte mondial.

«Si nous voulons que moins de personnes viennent dans notre pays parce que nous devons d'abord les intégrer, nous avons besoin de signaux clairs indiquant que tout le monde ne peut pas venir», déclare l'ancien procureur général. «Je crains que le pacte migratoire n'encourage même la migration. Partout sur leur chemin, les migrants seraient informés comment entrer légalement en Allemagne», a poursuivi Mme Launert. «Il peut y avoir un effet d'aspiration. C'est le danger. Bien que je vois aussi qu'il y a également de nombreuses bonnes approches.»

Elle est déçue que sa voix sur la question de la migration n'ait jamais été entendue au sein du groupe au cours des trois dernières années. Raison de plus pour qu'elle s'inquiète du pacte migratoire, qui aurait des conséquences encore plus négatives. «Malheureusement, tout ce que j'avais dit s'est produit, et je crains d'avoir à nouveau raison», explique Silke Launert.

Puis elle déclare que sur cette question, les positions du groupe parlementaire sont divisées. La moitié est probablement pour, l'autre moitié contre. Avec un scrutin secret, les chances de rejeter le pacte seraient encore plus grandes. «En fin de compte, la discussion est ouverte. J'espère qu'un plus grand nombre de députés liront maintenant ce Pacte de l'ONU sur les migrations et s'entretiendront à nouveau avec des praticiens», déclare la politicienne de la CSU. (Source: <https://www.epochtimes.de/meinung/liebeserklaerung-an-migranten-kommentator-steingart-und-csu-politikerin-launert-ueber-die-gefahren-des-unmigrationspakts-a2704429.html> à partir du 11.11.2018)

(Traduction *Horizons et débats*)

Le Brexit, l'UE et la démocratie britannique

par Nicola Ferronato, politologue, Suisse

Le 23 juin 2016, après un débat public long et exhaustif, le peuple britannique s'est exprimé par voie référendaire sur la question du retrait du Royaume-Uni de l'«Union européenne» (UE). A la question «Le Royaume-Uni doit-il rester un membre de l'Union européenne ou quitter l'Union européenne?», une majorité d'environ dix-sept millions et demi de citoyens a voté «Leave», donc, le divorce. Depuis ce jour, une partie de l'élite britannique, insatisfaite de ce résultat, appelle à un nouveau vote. Pour cette élite globalisée du camp «Remain», le Royaume-Uni ne peut s'en sortir qu'en faisant partie du projet de cette Union européenne toujours plus intégrée, plus supranationale et centralisée. La décision de quitter l'UE est donc une «catastrophe» et ceux qui ont voté ainsi «n'ont pas compris les enjeux majeurs» que cela représente. Il faut un nouveau référendum pour changer le cours de choses, disent-ils. Car au final, le peuple est sot et versatile: il faut qu'il revote, mais cette fois-ci, correctement.

Le mandat donné par le peuple britannique à son gouvernement le 23 juin 2016 est clair et précis. Certes, le peuple a fait part de sa volonté de recouvrer son indépendance et sa souveraineté politique, juridique et économique. Mais plus concrètement, il s'agit de retirer le Royaume-Uni de la libre circulation des personnes, du Marché unique et de l'Union douanière, ainsi que de la *Politique agricole commune* (PAC), de la *Politique commune de la pêche* (PCP), de la *Cour de Justice* (CJUE) et du système judiciaire européen au sens plus large, et cætera. C'est sans ambiguïté. Seulement, il se trouve que cette

décision populaire ne plaît pas à une certaine élite globalisée, partisane du «Remain», qui depuis le 23 juin 2016 se bat sans relâche pour inverser le cours du référendum, alors que le camp du «Leave» croyant avoir gagné, se repose sur ses lauriers. Ainsi, l'élite du «Remain» appelle aujourd'hui à un «People's Vote» – nom donné au projet du second référendum – qui serait nécessaire à la validation du futur accord en cours de négociation.

L'état des négociations en bref

Il se trouve que le 29 mars 2019, le Royaume-Uni quittera officiellement l'Union quoi qu'il advienne. Un traité est actuellement sur la table, mais n'est pas encore approuvé par les Parlements britannique et européen (ce n'est pas gagné d'avance d'ailleurs). L'accord de 585 pages soutenu par Theresa May, en l'état actuel, pose bien des problèmes. Il est blâmé non seulement par les conservateurs, mais aussi par les travaillistes et même au sein de l'UE, notamment par l'Espagne. Car en effet, depuis quelques jours, la question de Gibraltar s'est ajoutée au problème de la frontière irlandaise. Le Président espagnol, Pedro Sanchez, a annoncé mardi 20 novembre qu'il voterait contre le projet d'accord sur le Brexit dimanche 25 novembre, lors du sommet européen, si le rôle direct de Madrid dans les négociations sur l'avenir de Gibraltar, enclave britannique de sept kilomètres carrés, n'était pas reconnu dans le texte de l'accord. Situé à un emplacement stratégique à la porte du détroit de Gibraltar, le Rocher a été cédé en 1713 par l'Espagne à la Grande-Bretagne par le traité d'Utrecht. Bref, si le divorce se poursuit sans accord, alors le Royaume-Uni et ses partenaires Européens seront amenés à commercer selon les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Le vrai dilemme: démocratie ou bureaucratie?

La gauche et les élites du «Remain» avancent que l'accord «dénudé de substance» de Theresa May et les perspectives économiques «inquiétantes» sont des raisons suffisantes pour faire revoter le peuple. En réalité, bien que les problèmes mentionnés ci-dessus soient réels, ils ne justifient en rien l'argument d'un second référendum. En 2016, le peuple britannique a pris la décision politique la plus importante de son Histoire, et il en était conscient. Le peuple a exprimé sa vision à long terme d'un Royaume-Uni en dehors de l'institution supranationale de l'UE. Il a exprimé sa vision d'un Royaume-Uni autonome et indépendant, dont le peuple peut élire et destituer ses représentants. Par conséquent, la problématique à laquelle ont répondu les britanniques transgresse et dépasse largement la question du futur économique à moyen-terme du pays ou encore celle de la frontière irlandaise. La question sur le bulletin de vote concernait la liberté et la souveraineté d'un peuple, avant tout. Un peuple qui ne veut plus reconnaître les règles, le drapeau étoilé, l'hymne national et les décideurs non-élus de l'Union européenne. Le peuple a été clair, il veut s'autogouverner.

Et pourtant, cela n'intéresse pas l'élite du «Remain». Ce n'est pas la première fois qu'une minorité élitiste exprime son manque de respect envers la démocratie. Rappelez-vous l'épisode des référendums de 2005 sur l'adoption d'une Constitution européenne. Les peuples français et néerlandais avaient voté «Non», rejetant le projet. Mais déjà à cette époque, on fait fi de la volonté démocratique pour rendre effectives, en France et au Pays-Bas, les dispositions du texte rejeté au travers du Traité de Lisbonne. Cela n'a pas été une surprise puisque, avant ce référendum, Jean-Claude Juncker disait: «Si c'est «Oui», nous dirons: on poursuit; si c'est «Non», nous dirons: on continue!»

En 2008, c'est au tour des Irlandais de voter sur le Traité de Lisbonne par référendum et, comme par hasard, il se produit exactement la même chose. Car effectivement les Irlandais votent «Non» à la ratification du Traité de Lisbonne le 12 juin 2008. Malheur! Le résultat ne convient pas à Bruxelles. Que fait-on? On fait revoter le peuple un an après pour qu'il change d'avis.

Aujourd'hui, les personnes qui se sont féroce-ment opposées au premier référendum

585 pages pour tenter de régler le divorce

Un accord entre l'UE et le Royaume-Uni est finalement sur la table. Ce texte complexe et très technique de 585 pages est censé régler le divorce à l'amiable. Cependant, il demeure l'objet de critiques acérées, notamment du côté des «Leavers», car il ne prendrait pas en compte la volonté du peuple exprimée le 23 juin 2016. Il sortirait le Royaume-Uni du processus décisionnel de l'UE, sans pour autant le sortir du cadre normatif. En bref, les Britanniques n'auront plus rien à dire dans l'UE, bien qu'ils resteront soumis aux règlements européens. Pour la plupart des partisans du «Leave», c'est une solution bien pire qu'une sortie «no deal», mais aussi pire que de rester dans l'UE, car en tant que membre, au moins, les Britanniques avaient leur mot à dire. Même à gauche, certains politiciens rejettent l'accord, car il ferait du Royaume-Uni un «Etat vassal» de l'UE. L'accord propose, par exemple, que si au 1^{er} juillet 2020 aucune solution n'a été trouvée concernant la frontière irlandaise, alors, à partir de 2021, le Royaume-Uni restera dans l'Union douanière européenne, et l'Irlande du Nord dans le marché unique. Le Royaume-Uni serait alors soumis à un grand nombre de normes commerciales, fiscales, sociales ou encore environnementales de l'UE

(émissions des voitures, temps de travail) sans pouvoir participer à leur élaboration.

Theresa May, anciennement «Remainner», serait-elle en train de faire la même erreur que Margaret Thatcher, en fin de carrière, en ostracisant les membres de son cabinet qui la mettent en garde? Pire encore, serait-elle en train de signer la soumission politique du Royaume-Uni à l'Union européenne et mettre en péril l'unité de l'Union britannique en se coupant de l'Irlande du Nord? Quatre ministres ont démissionné en guise de protestation contre l'accord: Esther McVey, Shailesh Vara, Suella Braverman et, surtout de Dominic Raab ancien ministre du Brexit. Il est effectivement inquiétant de constater que la personne ayant forgé de ses mains et négocié cet accord, puisse démissionner. Monsieur Raab, successeur de David Davis, ayant démissionné aussi pour les mêmes raisons, précise qu'il «ne peut pas soutenir en bonne conscience cet accord incluant deux erreurs fatales majeures [...], la première étant la menace de l'intégrité du Royaume-Uni et la deuxième étant l'enfermement du pays dans un régime, où il n'aura plus son mot à dire indéfiniment [...]». Cela va être nocif pour l'économie et dévastateur pour la démocratie.

sur le Brexit, avançant que le peuple n'était pas à même de prendre une telle décision, veulent faire revoter le peuple britannique. Alors, on fait campagne. On attise à nouveau les conjectures apocalyptiques qui avaient déjà été annoncées avant le 23 juin 2016 en espérant que cette fois-ci elles inquièteront davantage. A ce propos, le camp «Remain» avait annoncé entre 500 000 et 800 000 pertes d'emploi si le peuple votait pour le Brexit, soit juste après le 23 juin, donc. On annonçait une récession immédiate ainsi qu'une diminution des salaires et des exportations, et tout cela se sentirait immédiatement après le vote. Que s'est-il passé? Ce fut tout le contraire. Le chômage n'a pas été aussi bas depuis des décennies (environ 4%), les exportations ont augmenté, ainsi que les salaires et la croissance.

Jean-Claude Juncker, dans une conférence à Freiburg datant du 1^{er} octobre 2018, avançait l'absurde idée que «si tout va de travers, les avions britanniques ne pourront plus atterrir sur le continent». L'échauffement a donc commencé.

Ce comportement irrespectueux envers l'exercice démocratique pose un énorme défi aux pays européens qui est communément appelé le déficit démocratique. C'est le combat de la globalisation contre les peuples. Et l'exemple du Brexit le montre bien: on a carrément des globalistes – de gauche – étrangers qui s'ingèrent dans les affaires internes du Royaume-Uni pour annuler le Brexit. L'exemple le plus compromettant pour le camp «Remain» est l'ingérence de George Soros et de ses fondations en faveur du «People's Vote». En effet, il a offert plus de 800 000 livres sterling aux «Remainers», d'après la BBC. Bien qu'on ne connaisse pas le montant total avec lequel il a aussi financé d'autres groupes, on sait toutefois qu'il a soutenu avec 400 000 livres sterling la manifestation pro-remain de fin octobre 2018 au travers de l'organisation «Best for Britain». Bref, il a démolé la *Bank of Britain* en 1992 et maintenant il veut démolir la démocratie britannique. Il est bizarre, d'ailleurs, qu'on trouve normal qu'un Américain d'origine hongroise finance par millions des campagnes politiques à l'étranger. On trouverait cela moins normal s'il était russe, peut-être.

Le déficit démocratique: un défi européen

Le déficit démocratique au sein de l'UE commence dans les paroles de ses représentants. Il se cristallise ensuite dans leurs actes. A l'instar des propos de Monsieur Juncker sur les référendums de 2005, de nombreuses personnalités de l'élite européenne et britan-

nique ont fustigé la décision du 23 juin 2016. Quelques exemples, non-exhaustifs:

Guy Verhofstadt, dans un discours datant du 5 avril 2017 au Parlement européen, a appelé le Brexit une «perte de temps, une stupidité». Andrew Adonis, ancien ministre britannique, a encouragé et promu l'idée du second référendum lors d'une intervention à *Chatham House* car, dit-il, «le problème n'est pas de savoir quel Brexit on veut, car le problème est le Brexit lui-même». Et d'ajouter: «On peut, et on doit stopper le Brexit». Une petite boutade s'impose: remplacez-donc le terme «Brexit» dans ces propos par «volonté du peuple» et ça donne: *le problème n'est pas de savoir ce que la volonté du peuple veut, car le problème est la volonté du peuple elle-même; on peut, et on doit stopper la volonté du peuple*. Mais ce n'est pas le seul «Remainner» à mépriser les citoyens britanniques.

Dans une lettre ouverte, trois éminents politiciens britanniques, anciennement en exercice, ont insulté le peuple en disant qu'il y avait deux types de personnes en faveur du Brexit en Grande-Bretagne: «les optimistes naïfs et les pessimistes cyniques». A lire leur texte, ceux qui ont voté pour le Brexit sont soit stupides, soit stupides. Ces éminentes personnalités ne sont pas moins que Tony Blair, Premier ministre de 1997 à 2007, Nick Clegg, vice-Premier ministre de 2010 à 2015 et Michael Heseltine, vice-Premier ministre de 1995 à 1997.

Rapprocher les gouvernants des gouvernés

L'Union européenne ne peut pas continuer à se développer sans les peuples. Plutôt que davantage d'intégration politique, il faut plus d'intégration démocratique. On remarque d'ailleurs que la montée en puissance des partis populistes est une réponse immédiate aux échecs européens sur les questions économiques et migratoires.

Cet aspect du déficit démocratique a peut-être fait pencher la balance en faveur du Brexit en 2016. Le peuple britannique, n'ayant plus l'impression d'être entendu en Europe, veut à présent passer à autre chose. Il s'agit maintenant de redéfinir les relations entre les divorcés. La Suisse, à cet égard, peut être utile. Cela pourrait être bénéfique pour l'UE et les Britanniques, par exemple, de trouver une solution sur le modèle suisse, solution qui serait donc basée sur l'*Association européenne de libre-échange* (AELE). Mais encore doit-on d'une part considérer que la Suisse n'a jamais divorcé d'avec l'UE et d'autre part accepter le postulat qu'une relation post-divorce peut être dépassionnée.

«Qui en Allemagne a abandonné ...»

suite de la page 4

Dagdelen a déclaré: «Aucun des points que nous, die Linke, avons souligné n'a été inclus [dans le pacte]. Ce pacte migratoire ne vise pas à combattre les causes de la fuite et de la migration. Ni l'arrêt des exportations d'armes ni l'arrêt des accords de libre-échange destructeurs avec les pays du Sud n'ont été inclus dans le pacte. Les gens quittent leur domicile, mais pas volontairement. Ils ont aussi le droit de ne pas migrer. [...] Les voix des pays d'Afrique et d'Amérique latine, avec leur demande de combattre les causes et de financer le développement économique dans les pays d'origine, n'ont pas été entendues à New York. Ces pays ont critiqué à juste titre la fixation sur – citation – l'exploitation du «capital humain» pour les riches pays du Nord. Ils ont réclamé une justice mondiale, mais ce qu'ils obtiennent maintenant, c'est une fuite des cerveaux. Cette fuite des cerveaux en faveur des profits des grandes entreprises sert en fin de compte à l'expropriation des pays du Sud. Je trouve que cette pensée utilitariste néolibérale est cynique.»

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale, CH-8000 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2018 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Après Stalingrad, la seule réponse est: plus jamais la guerre!

Heinrich Gerlach et son roman «Eclairs lointains – Percée à Stalingrad»

par Werner Wüthrich, docteur en sciences administratives

Récemment a été publié un livre au titre étrange: «Eclairs lointains – Percée à Stalingrad». L'auteur Heinrich Gerlach en a réécrit trois fois le manuscrit. Il s'agit d'un pan de l'histoire allemande et russe. La version originale a été enfermée pendant des décennies dans l'«armoire interdite» du ministère de l'Intérieur soviétique et n'a été découverte à Moscou que tout récemment par des historiens. Cette nouvelle parution est basée sur ces documents originaux.

Depuis le début du XXI^e siècle et au cours du siècle dernier, les auteurs et les journalistes qui se sont élevés dans leurs écrits contre l'éternelle tuerie inhérente à nombre de guerres absurdes, se sont souvent heurtés à des obstacles. De nos jours, Daniele Ganser a par exemple focalisé l'attention dans ses articles et ses écrits sur de nombreuses guerres illégales, le plus souvent déclenchées au cours des deux dernières décennies par des Etats se réclamant de la «communauté des valeurs occidentales», à partir d'argumentations bizarres, sinon de mensonges. Ces guerres ont eu des conséquences dévastatrices et sont l'une des causes principales de la problématique des réfugiés et du problème migratoire contemporain. La clairvoyance de Ganser l'a fait traiter de complotistes et pour cette raison, l'a pénalisé à divers titres. (cf. «De la censure au courant dominant» dans *Horizons et débats* n° 23 du 15/10/18)

Dans la première moitié du siècle dernier, des écrivains et journalistes ne pouvaient s'élever contre la guerre dans leurs écrits que s'ils étaient déjà en exil. Il y avait cependant des différences: l'Allemand Leonhard Frank a écrit son livre «L'homme est bon» lors de son exil en Suisse pendant la Première Guerre mondiale. Il put ainsi réaliser de bonnes ventes de son livre et s'acheter une maison à Zurich avec le montant de celles-ci. C'est de là également que d'autres auteurs, tel Romain Roland, ont protesté contre l'absurdité de la tuerie dans les tranchées de la Première Guerre mondiale.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les Scholl, le frère et la sœur, ont distribué dans leur université des tracts contre la guerre criminelle menée par Hitler. Rapidement démasqués, ils furent exécutés.

Expériences vécues à Stalingrad, des récits venus des profondeurs de l'âme

Heinrich Gerlach, l'auteur du livre «Percée à Stalingrad», a lui aussi écrit contre la guerre – mais à «l'abri» d'un camp de prisonniers de guerre en Russie. En tant qu'enseignant, il lui est souvent arrivé de s'occuper, dans divers camps de prisonniers, du journal du camp et des panneaux d'affichage, et il put ainsi trouver le temps de retranscrire son expérience vécue pendant les combats à Stalingrad durant l'hiver 1942/43, des récits venus des profondeurs de l'âme. A la fin de la guerre, il en avait fait un livre de 600 pages, qu'il intitula «Percée à Stalingrad». Il coopéra en outre à la rédaction *Freies Deutschland*, qui éditait un journal avec l'aval et l'aide des autorités soviétiques et qui, par des tracts et



Des soldats soviétiques à Stalingrad, en janvier 1943. (photo wiki)

une station de radio, s'opposait à Hitler. En bref, voici l'histoire:

Pendant l'été 1943, deux groupes se formèrent dans les camps de prisonniers. En juillet, un groupe de communistes en exil créa, avec des prisonniers de guerre, le Comité national de l'Allemagne libre. En faisaient partie Wilhelm Piek, Walter Ulbricht, Johannes R. Becher et bien d'autres. Ils invitèrent des officiers supérieurs de la 6^e Armée à les rejoindre. Cependant, les plus hauts gradés refusèrent, arguant que des activités en captivité allaient à l'encontre de leurs obligations en tant qu'officiers allemands et qu'elles étaient une trahison à l'égard des autres combattants de leur bord. Certains d'entre eux, cependant, modifièrent leur position – lorsqu'Hitler les laissa tomber. En particulier, 95 hauts gradés de l'armée de Stalingrad fondèrent en septembre 1943 le *Bund Deutscher Offiziere* (BDO) [Union des officiers allemands]. Ils reçurent l'aval de Staline: au cas où ils réussiraient à provoquer un revirement au sein de la direction de la Wehrmacht de façon à mettre fin à la guerre, il s'engageait à maintenir l'Allemagne dans ses frontières actuelles. La bataille de Stalingrad était certes gagnée. A l'été 1943, la situation militaire était pourtant dans l'impasse. Les pertes en vies humaines et les dégâts furent immenses, et la Wehrmacht occupa toujours le pays avec ses millions de soldats, et il devait encore s'écouler toute une année avant que les Alliés ouvrent un deuxième front en Normandie. A l'époque, on ne savait pas encore de façon certaine si ce deuxième front allait se produire.

Dans les camps de prisonniers en Russie, il y eut aussi une résistance contre Hitler

Les officiers du BDO avaient comme objectif la destitution ou l'élimination d'Hitler par des officiers lucides de la Wehrmacht. Ils espéraient ainsi mettre fin à la guerre et surtout empêcher l'écroulement total de l'Allemagne, avec toutes ses conséquences politiques et sociales. Le général *Walther von Seydlitz* se

fit élire président du BDO et prit une décision en ce sens:

«En y réfléchissant, cela me semble la logique ultime: si, par notre coopération, nous réussissons à concrétiser ne serait-ce qu'une infime partie de l'engagement des Russes, nous ne pouvons pas nous refuser à collaborer. La folie d'Hitler entraîne l'Allemagne si sûrement vers sa chute qu'il faut entreprendre des activités sortant totalement de l'ordinaire pour sauver ce qui reste à sauver.» («Percée à Stalingrad», p. 596)

Dès le début, Heinrich Gerlach fut l'un des membres les plus actifs de la rédaction *Freies Deutschland*. On éditait un journal (qui était lu dans les camps), on produisit des tracts (dispersés par avion) et on tenta d'infléchir le cours de l'histoire par des émissions radiophoniques. Au cours des mois suivants, Gerlach collabora également avec les communistes en exil. Certes, il n'avait pas les mêmes convictions politiques. Dans ses interventions, il soulignait qu'il n'était ni marxiste ni communiste et que de nombreuses choses vus autour de lui n'étaient pas de son goût. Mais dans l'action, tous avaient un but commun: la lutte contre Hitler et contre la guerre meurtrière.

Cependant Heinrich Gerlach était conscient du danger inhérent à sa lutte contre Hitler. Il devait s'attendre à être condamné à mort par contumace. Ce qu'il ne savait pas et qui se produisit effectivement fut la visite de la Gestapo reçue par sa femme à Königsberg: elle fut arrêtée, ainsi que leurs trois enfants, sous l'inculpation de «responsabilité familiale» avant l'incarcération dans un camp près de Munich (d'où ils furent libérés plus tard par les Américains).

Le 20 juillet 1944 Gerlach et ses camarades officiers du BDO eurent l'impression d'avoir atteint leur but. La radio annonça l'attentat du Colonel *Claus von Stauffenberg* contre Hitler. C'était exactement ce qu'ils avaient désiré susciter. Enfin, des officiers de la Wehrmacht avaient pris les choses en main en Allemagne, crurent-ils. La déception fut grande – Hitler avait survécu et devait faire exécuter Stauffenberg ainsi que des milliers de ceux qui l'avaient soutenu, et beaucoup d'autres encore. Le plus connu fut *Erwin Rommel*. Tous ceux-là ne pouvaient plus raconter, comment et de quelle façon Heinrich Gerlach et ses collègues de la rédaction *Freies Deutschland* les avaient encouragés et soutenus dans leur lutte contre Hitler.

Achèvement de l'ouvrage en mai 1945

Pendant ces mois, Gerlach écrivait son roman «Percée à Stalingrad» pendant chaque minute libre. Il avait fait l'expérience de pouvoir assez bien travailler avec certains communistes au sein de la rédaction. Il a donc parlé de son roman à certains d'entre eux et leur a donné des parties à lire. Ils l'ont soutenu et ont trouvé le texte inoffensif. Cependant, la coopération avec Walter Ulbricht ne fonctionnait pas, ce qui eut plus tard des conséquences. A la fin de la guerre, en mai 1945, il avait terminé. Le manuscrit – un pavé de

600 pages soigneusement écrites – l'a dès lors accompagné dans son odyssee de cinq ans à travers divers camps de prisonniers en Union soviétique, et il gardait son ouvrage comme la prunelle de ses yeux.

En 1945, les prisonniers de guerre des quelques 600 camps étaient répartis dans des bataillons de travail comptant chacun 750, 1000 ou 1500 hommes, qui travaillaient dans l'industrie du bâtiment et des travaux publics, l'agriculture et la sylviculture et avant tout à la reconstruction des villes soviétiques détruites. (p. 639) Staline avait promis de les renvoyer à la maison par groupes d'ici 1949. Le nom de Gerlach se retrouva fréquemment sur la liste des rapatriés, mais en fut tout aussi souvent radié pour des motifs inconnus. Il devenait méfiant et avait l'impression d'être surveillé. Il commença à avoir peur pour son manuscrit et mit des semaines à en réaliser péniblement une copie miniaturisée comportant des abréviations, si bien que les 600 pages n'occupaient plus que l'espace d'un cahier d'écolier. Il le dissimula dans le double fond d'une valise qu'il donna à un camarade éligible au voyage de retour. Cependant la cache fut découverte et Gerlach reçut la visite des services secrets soviétiques qui fouillèrent ses affaires, trouvèrent le manuscrit et le confisquèrent.

Le manuscrit est victime de la guerre froide

Les communistes en exil, comme le professeur *Arnold* avec lequel Gerlach avait travaillé, le tranquilliserent. Le livre ne présentait aucun danger et il pourrait le récupérer lorsqu'il reviendrait du ministère de l'Intérieur. Ils se trompaient. En 1950, sa demande de restitution déclencha parmi les dirigeants de l'Union soviétique une activité frénétique. Les services secrets avaient fait procéder à deux expertises, une détaillée et une abrégée. Plusieurs décennies plus tard, des historiens tombèrent, dans les archives militaires, sur un courrier du ministre de l'Intérieur *Souslov* à *Malenko*, secrétaire central du parti communiste, *Grigorian*, président de la commission de politique extérieure et *Beria*, chef des services secrets. Staline, lui aussi, en avait eu probablement connaissance.

Les commentaires des hommes politiques étaient accablants: la courte analyse envoyée à *Souslov* par *Grigorian* ne souligne que des faits totalement inacceptables: «Du roman, il ressort distinctement que l'auteur a été – et qu'il est resté – un indécrottable SS. Il ne serait pas judicieux de lui rendre ce livre, fondé sur la calomnie du peuple soviétique et l'éloge de l'hitlérisme.» (p. 668–673) Les historiens tombèrent par ailleurs sur une déclaration de *Walter Ulbricht* – qui plus tard devait devenir président de la RDA – désastreuse pour Gerlach, au sujet duquel il écrivait:

«Un représentant typique de l'armée hitlérienne, talentueux mais malhonnête. Essaie de dissimuler par ses informations aux organisations soviétiques ses véritables convictions.» (p. 623) Le professeur communiste *Arnold*, avec qui Gerlach avait collaboré à la rédaction *Freies Deutschland*, avait lui porté un jugement totalement différent: «Gerlach était l'un des officiers les plus actifs, les plus intelligents et les plus habiles dans le camp numéro 160.» (p. 623)

On peut aujourd'hui se poser la question de savoir quelles étaient les véritables raisons qui avaient incité les autorités soviétiques à refuser la restitution du livre. En 1950, la guerre froide était déjà en vigueur. La guerre de Corée avait commencé. Des deux côtés, on était en quête des vertus militaires, telles l'esprit de sacrifice et l'héroïsme – en liaison avec la fabrication et la diffusion de clichés visant l'ennemi. Dans ce scénario, il n'y avait pas de place pour des prises de position contre la guerre. Là-dessus se greffait le fait que les autorités soviétiques avaient demandé à Gerlach, ainsi qu'à d'autres prisonniers de guerre s'ils voulaient continuer à collaborer avec l'Union soviétique après la fin de leur captivité. Ces mêmes autorités proposèrent à Gerlach de publier une revue littéraire et artistique en zone soviétique (Berlin-Est). Les services secrets montrèrent

Qui veut vraiment savoir ce qu'est la «guerre» ...

ww. Quiconque compare les descriptions de la guerre d'Heinrich Gerlach avec les récits des médias sur les guerres actuelles est frappé par d'énormes différences. Depuis la guerre du Vietnam, il n'y a presque plus que des «journalistes embarqués» [«embedded journalists»] intégrés dans les troupes et faisant partie de la conduite de la guerre. Malheureusement, on ne peut plus guère dire autre chose des ONG, de nombreuses organisations des droits de l'homme et en général des médias faisant partie du courant dominant [«mainstream»]. Les reporters reprennent la propagande, sont partiels, propagent des mensonges et restent très souvent à la surface pour que leurs lecteurs n'apprennent rien de la réalité et se laissent ainsi plus facilement entraîner à croire l'avis erroné que la guerre est quelque chose de normal et fait partie de la vie. (cf. «De la

censure au courant dominant», *Horizons et débats* n° 23 du 15/10/18)

Si seulement il n'y avait pas les problèmes non résolus des migrations et des réfugiés! Mais là aussi, on réussit souvent à obnubiliser les choses et à divertir du fait que les causes principales en sont les nombreuses guerres en Yougoslavie en Syrie, au Liban, à Gaza, en Libye, en Irak, en Afghanistan et au Yémen. Et de nouvelles guerres sont en préparation. Le drastique réarmement de la guerre froide est à nouveau en cours depuis belle lurette. – Est-ce la peine de s'imposer 600 pages de «Stalingrad»? Quiconque veut réellement savoir ce qu'est la «guerre» et quiconque est prêt à accepter que survienne une «percée» dans sa tête ne mettra ce livre pas de côté. C'est pourquoi Heinrich Gerlach a écrit le roman. «Aux morts et aux vivants» (Mortuis et Vivis), voilà la dédicace de la première page.

«Après Stalingrad, la seule réponse ...»
suite de la page 6

également leur intérêt à une collaboration après la captivité.

1950, le retour

Jusqu'à cette date, Gerlach n'avait jamais outrepassé les limites qu'il s'était fixées et demeurait toujours fidèle à lui-même – il refusa. Il remarqua cependant que d'autres, qui avaient également refusé la proposition, rencontraient des difficultés et étaient même inculpés. – A présent il ne désire plus qu'une seule chose: s'en sortir, survivre et rentrer à la maison. Donc, il fit semblant d'accepter. Ce pieux mensonge était le ticket de sortie de sa captivité et le moyen de retrouver sa famille.

Très vite, Heinrich Gerlach se retrouva à Berlin, tout comme avant la guerre, en tant qu'enseignant face à une classe d'école – et il connut son lot de difficultés. Son existence avait été si différente pendant les onze dernières années. Et puis il y avait «Stalingrad» qui ne le lâchait pas. Il avait un message qu'il voulait absolument faire passer à la jeune génération et à celles qui suivraient, et il conçut le plan de réécrire son roman pour la seconde fois. Il dut se rendre compte que les choses ne seraient pas si simples. Il avait «oublié» beaucoup de choses. Face à l'horreur, l'individu a tendance à renâcler. Avec l'aide d'un psychologue, il se remit peu à peu en mémoire ce qu'il avait vécu à Stalingrad – une périlleuse démarche psychique.

Mais cela fonctionna. Il lui fallut cependant quatre ans pour mettre au point une seconde version de son écrit et le faire publier – avec toutefois un titre complètement différent: le nouveau roman s'intitulait «L'armée trahie». Le récit enchaîna par la suite sur les années de captivité, sous le titre «Odyssée en rouge».

La version originale de 1943 devait encore passer plus d'un demi-siècle dans les archives à Moscou jusqu'à ce que Carsten Gansel, professeur de littérature à l'Université de Gießen, la retrouve en 2012. Il compara le roman de 1956 avec la version originale de 1943 et releva des différences, si bien qu'il s'employa à en réaliser la publication dans son intégralité. Ce qui est maintenant chose faite.

«Percée à Stalingrad»

Le roman est en grande partie autobiographique. Hans Gerlach avait été professeur d'allemand au lycée d'une petite ville près de Königsberg en Prusse orientale. Pendant l'été 1939, alors qu'il est âgé de 33 ans, il est mobilisé dans la Wehrmacht. Il prit part aux combats de l'offensive sur la France ainsi qu'à la guerre contre la Yougoslavie. Ce fut ensuite le tour de l'Union soviétique – initialement, comme cela avait été le cas pour la France, prévue comme une guerre-éclair victorieuse. Entretemps, Gerlach avait été promu au grade de lieutenant. Mais peu avant de rejoindre Stalingrad, le cours des choses ralentit. Pire encore: en novembre 1942, la 6^e armée, qui comptait environ 250 000 hommes, fut encerclée par l'armée russe. Le lecteur féru d'histoire aura trouvé bizarre le titre du livre et pensé qu'il n'y a jamais eu aucune percée des lignes russes. Hitler avait interdit à la 6^e armée toute rupture immédiate de l'encerclement ainsi que tout retrait. Le lecteur doit s'exercer à la patience pendant de nombreuses pages encore jusqu'à ce qu'il découvre peu à peu la véritable signification de cet étrange titre «Percée à Stalingrad».

La faim, le froid et la mort

Göring avait promis à Hitler d'approvisionner l'armée encerclée par la voie des airs – 600 tonnes de nourriture et de matériel de guerre chaque jour. Seulement, il avait eu les yeux plus grands que le ventre. D'emblée, les Junkers-52 délabrés ne purent assurer qu'à peine la moitié du ravitaillement, essayant le plus souvent péniblement des tirs nourris de la part des Russes ou même s'écrasant au sol après un atterrissage calamiteux. Début janvier 1943, les Russes s'étaient emparés des aérodromes, et plus rien ne put passer. Dès lors le tragique de la situation s'amplifia. En janvier 1943, la situation des soldats empira graduellement – le froid, la faim, les épidémies, les blessures, la mort, le désespoir, paralysaient les soldats. Comme le sol était gelé en profondeur, on ne pouvait même plus enterrer les morts. Le plus souvent, ils étaient empilés comme des bûches à côté des postes de

combat, ou restaient enfouis sous la neige. Les réserves diminuaient à toute vitesse. A la mi-janvier 1943, le général von Paulus fit savoir à Hitler que 16 000 blessés se trouvaient pour la plupart sans soins dans des hôpitaux militaires improvisés et que la situation de l'approvisionnement était désastreuse. (p. 385) Il demanda toute liberté d'action afin de pouvoir demander un cessez-le-feu. Deux heures plus tard, Hitler répondit: «Liberté d'action refusée – Capitulation interdite», «Combattez jusqu'à la dernière cartouche», «Combattez jusqu'au dernier homme». Dans les semaines suivantes, il y eut d'autres messages-radio: «Ayez en moi une confiance inébranlable, je vais vous sortir de là», «un abondant ravitaillement est en marche». Ce genre d'affirmations était plutôt destiné aux simples soldats qui, pour certains d'entre eux, crurent en Hitler jusqu'à la fin. Les officiers supérieurs savaient que les troupes qui normalement étaient tenues en réserve n'étaient absolument pas disponibles. Hitler les avait envoyées dans le Caucase pour s'emparer des champs pétrolifères de la mer Caspienne. Elles aussi rencontraient des difficultés et battaient en retraite – et elles étaient de toute façon beaucoup trop loin pour pouvoir leur venir en aide.

La fin arriva début février. Lorsque se produisit le dégel du printemps, les Russes enterrèrent les cadavres de 142 567 soldats allemands. Cependant, le nombre de morts parmi les soldats russes et les civils était encore plus élevé. Près de 90 000 soldats allemands partirent en captivité. Ils étaient cependant dans un piteux état, semi-clocharisés, blessés, découragés, malades, à moitié ou presque totalement morts de faim, que le taux de décès au cours des semaines et des mois qui suivirent fut d'environ 90%.

Rester humain dans une situation extrême

Avec la «Percée à Stalingrad» Gerlach ne pensait pas à un quelconque concept militaire, mais à l'émergence, dans l'esprit des soldats de la prise de conscience qu'ils étaient associés à une guerre criminelle, et plus encore – que la «guerre» est un crime contre l'humanité. Le roman devient un témoignage littéraire poignant et un livre anti-guerre. Gerlach le littéraire se réfère, lorsqu'il choisit son titre, à la phrase souvent citée d'Ulrich von Hutten (1488–1523): «Je ne rêve pas au bonheur des jours enfuis, je refoule le passé et ne regarde pas en arrière.» Et cela, il le faisait lui aussi.

Beaucoup, et parmi eux des officiers supérieurs, se suicidèrent début février 1943 avec leurs armes. Une mort rapide leur semblait plus facile que la mort lente ou la «mort inévitable en captivité» – comme Goebbels l'affirmait dans sa propagande. Pour Gerlach, rester en vie a été une percée victorieuse – la première action de sa lutte contre Hitler et pour l'Allemagne.

Le roman est un livre très dense mais facile à lire, qui recouvre les divers domaines de la psyché, de l'armée, de l'histoire, de la politique et de la philosophie. Gerlach décrit les péripéties de la guerre dans toute leur horreur. Au premier plan cependant, on ne trouve pas les événements militaires – mais le soldat, l'homme, qui essaie par tous les moyens de venir à bout de situations extrêmes et de s'en sortir. Cela s'explique par l'expérience de professeur de lycée de Gerlach, habitué à discuter avec ses élèves. Il réussit ainsi de façon magistrale à mêler le lecteur aux innombrables conversations – entre simples soldats, sous-officiers, officiers, entre le lieutenant Breuer (l'alter ego de Gerlach) et son chauffeur, entre les capitaines et les colonels, entre les soldats allemands et les Russes faits prisonniers et avec les habitants de Stalingrad qui essayaient de survivre dans les caves en demandant «Pourquoi?».

Des généraux aveuglés par Hitler

En tant que lieutenant, Gerlach n'avait aucun accès au commandement militaire proprement dit de l'armée. Mais il eut la chance d'aboutir, après la capitulation, dans un camp de prisonniers de guerre pour les officiers, qui, d'après la Convention de Genève, ne devaient pas travailler. Là, juste après les combats, il trouva enfin du temps pour commencer à coucher par écrit tout ce qu'il avait vécu ou décrire l'horreur pour libérer son âme – d'abord sous forme de journal intime, puis sous forme de roman. Là, il rencontra quelques-uns des 22 généraux faits prisonniers à Stalingrad, dont l'un

L'«Union des officiers allemands» dans l'historiographie

ww. Dans les manuels d'histoire, la *Fédération des officiers allemands* est actuellement traité de manière plutôt marginale. Le colonel Claus von Stauffenberg est le héros et le représentant principal de la résistance allemande contre Hitler. Son histoire a été décrite, on lui a souvent porté hommage, et on a tourné plusieurs films. En République fédérale, les activités des officiers de Stalingrad ont été longtemps controversées. Il y a souvent eu des milieux qui les présentaient comme des «idiots utiles des Forces soviétiques». Ce n'est qu'au moment où les archives moscovites ont été ouvertes aux historiens allemands et russes, dans les années 1990, que ces positions ont changé. Le professeur Gansel qui a rendu possible la publication d'«Eclairs lointains – Percée

à Stalingrad» s'exprime très clairement à ce propos: «L'échec des activités de la Fédération des officiers allemands où Heinrich Gerlach était engagé comme membre de la rédaction *Freies Deutschland* ne change rien au fait que sa création était une honorable tentative d'épargner au peuple allemand d'énormes pertes et la destruction du pays, face à la situation militaire de plus en plus désespérée.» (p. 605) Il recense ces officiers allemands – et parmi eux Heinrich Gerlach – comme membres du cercle de la résistance contre Hitler – au même niveau que Stauffenberg ou Hans et Sophie Scholl («La Rose blanche»). Wolfgang Thierse, président du Bundestag, a fait de même lors de la manifestation commémorative de la résistance allemande en 2000.

avait même, au plus fort de la bataille, était évacué du front par avion pour aller faire son rapport à Hitler, après quoi il en était revenu avec ses instructions. Ils lui rapportèrent les conversations qui avaient eu lieu à la tête de la 6^e armée, au quartier général de commandement et même quelquefois à table, avec Hitler, lorsqu'il les avait invités à déjeuner. Gerlach incorpora leurs histoires à son roman – si bien que le lecteur perçoit aussi d'un point de vue plus élevé le caractère désespéré de la situation. Dans sa postface, Gerlach souligne qu'il n'a rien inventé, que tout est basé sur «un vécu personnel et des conversations avec des soldats et des officiers allemands qui ont combattu à Stalingrad».

Un chef d'œuvre littéraire

Le roman est écrit par un maître de la langue allemande. Pour exemple, voici deux extraits. Gerlach décrit l'attaque décisive des Russes sur un point névralgique dans le front allemand:

Là –! Soudainement, ça crépite et ça déferle, méchant, sinistre ... Cris de terreur et d'alarme. Et déjà la tourmente se déchaine. Tout à coup, une forêt de flammes et d'éclairs a poussé sur le sol et gronde, une grêle d'échardes balaie en sifflant, des volutes de fumée sulfureuse roulent à la surface de la terre. [...] Un mur de geysers de terre hauts comme des maisons rampe sur les champs de mines qui explosent au-delà de l'avancée, déchiquète les barrières de fil barbelé, gagne les fossés et emporte dans son tourbillon les mitrailleuses, les pieux, les armes, les corps humains, et roule sur les postes d'artillerie situés à l'arrière. Ça bout et ça vrombit et ça hurle et ça explose ... La terre elle-même, déchirée et déchiquetée, courbe l'échine sous l'inférieure éruption de la matière. L'homme ... Qu'est-ce que c'est ...!

Dans les studios de cinéma qui plus tard portèrent à l'écran cette scène, ou d'autres du même genre, les metteurs en scène eurent besoin de tonnes de matériel pyrotechnique, sans toutefois être capable, même de loin, de créer un effet semblable à celui exprimé par Gerlach dans ces quelques lignes.

Au retour de sa captivité de guerre, Gerlach décrit son arrivée à Berlin le 22 avril 1950 de la manière suivante:

«Lentement, il monta l'escalier jusqu'au portillon. [...] Ses jambes devenaient de plus en plus lourdes. Le portillon était là. Au-dessus, la grande horloge de la gare. Et là-dedans, dans le coin, pressée contre les guichets comme si elle avait peur, une femme [...] [Il] s'avança vers la femme. Il y avait un garçon à côté d'elle, presque aussi grand qu'elle. Un dessin d'enfant, un arbre et une maison, et deux soleils jaunes au-dessus. Deux soleils qui éclairaient un bunker à Stalingrad ... (p. 662)

Carsten Gansel – découvreur sensible de la version originale

Il est inhabituel qu'un roman de 600 pages soit suivi sans transition par une postface de presque 200 pages. Le lecteur sent que pour son découvreur, le professeur de littérature Carsten Gansel, la «Percée» est devenue une affaire de cœur. Il a très exactement cerné l'environnement historique et politique dans lequel Gerlach avait écrit son roman. Il a porté une attention particulière aux activités de l'Union des officiers allemands (BDO), au Comité national *Freies Deutschland* et au

travail de la rédaction *Freies Deutschland*. Et il a comparé la version originale avec la seconde version écrite dix ans plus tard par Gerlach. Gansel a également analysé avec soin les deux analyses du livre que la direction du Soviet suprême avait produites.

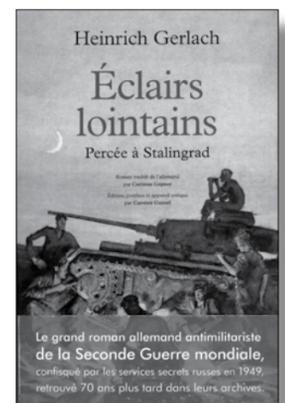
Dans sa comparaison de la seconde version avec la version originale, Gansel a établi que le point de vue de l'auteur est légèrement différent dans la version la plus tardive. Dans cette dernière, Gerlach met la conduite criminelle de la guerre par Hitler au premier plan – comme il l'exprime également par le nouveau titre «L'armée trahie». La «Percée» de la version originale s'appuie au contraire beaucoup plus sur la personnalité du soldat avec son univers sentimental et mental diversifié et les questions existentielles qui se posaient à Stalingrad.

75 ans après Stalingrad: ne jamais oublier!

En février 2018 a eu lieu pour la 75^e fois commémoration des événements de Stalingrad. Dans l'actuelle Volgograd, où siège en souvenir un énorme mémorial, il y a eu de grandes cérémonies commémoratives. Personne du gouvernement fédéral allemand n'y a participé. Il est incompréhensible – avec ou sans clash avec *Poutine* – que la Chancelière (qui veut aujourd'hui constituer une armée européenne) n'ait pas ressenti le besoin de montrer son respect aux 142 567 soldats allemands qui y sont enterrés, ainsi qu'à leurs familles.

La foule encore plus vaste des soldats russes et leurs familles, ainsi que les habitants de Volgograd en auraient d'autant plus mérité le respect – alors que personne n'avait demandé à l'Allemagne d'attaquer la Russie et la ville sur la Volga, et des deux côtés, les victimes ne sont pas mortes volontairement. La Bundeswehr non plus n'était pas à Volgograd. Comme l'a dit Michael Henjes du ministère fédéral de la Défense: «Stalingrad est un mythe qui n'est plus très présent. Dans la Bundeswehr ce sujet n'est plus d'actualité. Là, les fils sont coupés.» («Hannoversche Allgemeine Zeitung» du 1/2/18) – Seuls un tout petit groupe d'Allemands était présent – certains des participants en provenance des jumelages de Cologne et de Chemnitz avec Volgograd, quelques députés de *Die Linke* et très peu du *SPD*.

Aujourd'hui, la «percée» vers de nouvelles opinions et une nouvelle forme de pensée est aussi urgente qu'après la Seconde Guerre mondiale. Cela neutraliserait aussi le caractère problématique des migrations – bien plus qu'un pacte de l'ONU. La publication de ce document poignant arrive à point nommé. •



Sources:

Gerlach, Heinrich. *Eclairs lointains – Percée à Stalingrad*. (Anne Carrière, 2017)
ISBN 978-28-433-7851-5
Diedrich, Torsten. Ebert, Jens. *Walther von Seydlitz. Nach Stalingrad – Feldpostbriefe und Kriegsgefangenenpost 1939–1955*. Göttingen 2018

Une épicerie au charme d'antan

Le commerce des denrées exotiques: une entreprise à contre-courant du mainstream

par Heini Hofmann

Tous parlent de l'image des entreprises, du classement, de la mise à niveau et de l'obligation d'être à la mode. Tout doit être restructuré et modernisé coûte que coûte. Un concept suit un autre. Le dernier magasin de «denrées coloniales» en Suisse, fondé il y a 150 ans et dirigé par la cinquième génération, joue la carte nostalgique et montre qu'on peut agir autrement.

A l'époque de la cuisine rapide, les denrées alimentaires deviennent des marchandises industrielles de masse dépourvues de toute attention. C'est pourquoi, on ressent un souhait pour davantage d'originalité. L'exemple de l'entreprise familiale zurichoise *Schwarzenbach*, est une singularité et en même temps un riche document d'époque démontrant une solide et belle expérience. L'émerveillement ressenti devant les innombrables produits exotiques exposés dans les vitrines, arrangées de manière ancestrale nous laisse rêveurs et si on ferme les yeux pendant quelques secondes, on croit voir défiler une caravane de chameaux et apercevoir travailler des gens à la peau foncée à l'ombre des palmiers alors qu'en même temps toutes les bonnes effluves de l'Arabie flattent notre odorat. Ce rêve devient réalité.

Dans la vieille ville de Zurich, à droite de la Limmat, entre Oberdorf et Niederdorf, à moins de cent mètres du Grossmünster, près du *Cabaret Voltaire* et à quelques pas du bistrot préféré de *Gottfried Keller* ou de la maison dans laquelle le camarade *Lénine* passa son temps avant le début de la Révolution russe, bref, au cœur du vieux Zurich chargé d'histoire se situe cette épicerie unique représentant un précieux document d'époque.

Différent des autres

Ce dernier magasin de denrées coloniales en Suisse paraît peut-être démodé, car soucieux des traditions. Pourtant l'apparence trompe; en effet concernant l'image et l'identité de l'entreprise, les *Schwarzenbach* sont à la pointe. Où existe-t-il en Suisse un commerce de détail tel que cette entreprise familiale dont le patron porte le même prénom depuis cinq générations (!), de Heinrich I. à Heinrich V., qui de plus conserve son ancienne raison sociale indiquant l'origine des marchandises (denrées coloniales). Concernant l'aménagement du magasin et l'assortiment des marchandises, il demeure comme il a toujours été.

La continuité conséquente d'une note personnelle, devenue aujourd'hui presque un culte, se reflète dans cette épicerie *Schwarzenbach*, par son identité spécifique comme produit authentique de sa propre biographie. Tel un roc dans la tempête, cette relique se situe au cœur de l'agitation d'un monde économique accéléré. Ces produits en vitrine et l'agencement du magasin ont peu changé. Ici, on ne surfe pas sur la vague du succès à court terme, poursuivi par la contrainte de changements et de renouvellements permanents. L'actualité n'est pas d'être à la mode, mais de rester soi-même, être différent des autres.

Ici, on mène de façon courageuse et conséquente une culture d'entreprise indépendante, afin de créer à long terme une valeur ajoutée pour gagner la confiance des clients. Une recette à première vue irréaliste et anachronique semblant pourtant fonctionner parfaitement – grâce à sa singularité et son originalité. Le chemin individuel, même s'il est semé d'embûches, se révèle être, également dans la vie commerciale, souvent plus efficace que celui du courant dominant plus confortable.

Dans le rétroviseur de l'histoire

Du point de vue historique, le colonialisme (= expansion économique au moyen de la domination politique) est un terme chargé de connotations. Les colonies étaient des possessions, le plus souvent d'outre-mer, acquises par des Etats européens. Le colonialisme des temps modernes a débuté au XV^e siècle à la même époque des grandes découvertes et fut un mélange d'intérêts commerciaux, d'explo-



Les vitrines nostalgiques du dernier magasin de denrées exotiques. (photo FSZ)

tation de matières premières, d'intérêts politiques et de l'aspiration à exercer une mission – un chapitre de l'Histoire avec de nombreux côtés sombres.

Après la décolonisation, des relations économiques et culturelles entre les anciennes colonies et leurs «métropoles» – comme on les appelle de manière euphémique – existent jusqu'à aujourd'hui.

Certes, la petite Suisse n'a jamais possédé de colonies. Cependant, indirectement, elle participa également au processus d'expansion européenne, d'une part du fait de différentes formes d'émigration (service étranger, fondement de colonies, mission), d'autre part par le commerce extérieur, c'est-à-dire l'exportation industrielle et l'importation de produits exotiques bon marché.

Ainsi, il existait autrefois, tant en ville qu'à la campagne, des magasins de produits coloniaux répandant une certaine impression orientale suite à leur assortiment exotique. Pour répondre aux exigences de l'histoire et également de l'allemand moderne, ce terme disparut de plus en plus après la Seconde Guerre mondiale puis entièrement – la seule

exception étant le «Kolonialwarenladen Schwarzenbach» au cœur de la vieille ville de Zurich, ayant déjà une histoire longue de 150 ans.

Un parfum des 1001 nuits

Cette institution magique rappelle un bazar des anciens temps. L'agencement du magasin, le comptoir et le rayonnage mural sont encore les mêmes depuis la fondation du magasin. D'anciens termes vantent les produits principaux: denrées exotiques, torréfaction, fruits exotiques, conserves (cf. photo). L'annotation «détail et mi gros» attire l'attention sur les anciennes livraisons à domicile et aux hôtels. Les produits en vitrine sont un pays de cocagne sensoriel des 1001 nuits.

Ce qui commença en 1864 avec des pâtes, des œufs, des épices et du café est devenu aujourd'hui un vaste assortiment d'environ 3000 articles: 17 différents mélanges de cafés (deux fois par semaine, le café cru acheté directement du producteur est torréfié sur place – visible depuis la rue) et pas moins de 150 sortes de thés. Tous ces produits peuvent être testés dans le «café à thé» annexe, per-

mettant de déguster ces boissons et de réaliser que, similairement au vin ou au fromage, ce sont des produits régionaux disposant chacun de son propre caractère marqué par le climat, le sol et le traitement.

Le panier de la ménagère est aujourd'hui extrêmement varié. On est avant tout impressionné par la palette très colorée des fruits secs, des baies, des noix et des graines dans l'assortiment à l'étalage (cf. encadré). Le choix est également grand en miel, en confiture, en chocolat et en fruits confits, en spécialités au sel, à la moutarde et aux épices, à l'huile et au vinaigre, en légumineux, en farine et en flocons, en riz et en pâtes. Et bien sûr, tout cela sans libre-service, mais avec des conseils de vente informatifs.

Avantages de la petite entreprise

Autrefois, les produits exotiques provenaient des colonies; aujourd'hui, les gens voyagent eux-mêmes et font la connaissance de spécialités exotiques qu'ils désirent également déguster chez eux. Ainsi, l'offre se transforme et s'agrandit pour s'adapter à la demande.

Visiblement fier, l'arrière-arrière-petit-fils du fondateur de l'entreprise et directeur du magasin en cinquième génération, *Heini V. Schwarzenbach* explique: «Etant donné qu'une petite entreprise est plus flexible, elle peut réagir plus rapidement aux désirs des clients. Outre la qualité de l'offre, la proximité avec le client et le conseil individuel jouent un rôle essentiel; car le retour de la clientèle nous fait aussitôt réagir correctement au niveau de l'assortiment. Dès que des produits nouvellement introduits se sont établis, ils sont souvent copiés par les grands distributeurs dans leur gamme d'épicerie fine.»

Et ce commerçant moderne de produits exotiques de souligner avec fierté: «Le plus important est le contact direct avec les producteurs, pour lequel nous accordons beaucoup de temps. Nous voyageons beaucoup avec les yeux grands ouverts et savons ainsi où trouver les meilleurs produits. Auparavant, nous les testons toujours et nous achetons uniquement des marchandises fraîches.» Le succès acquis depuis des générations semble lui donner raison.

(Traduction *Horizons et débats*)

La gamme des fruits secs

HH. «Ils sont non seulement sains grâce à leur concentration en nutriments, vitamines et oligo-éléments; ils ont aussi un avantage écologique grâce à un transport plus respectueux de l'environnement par voie maritime et terrestre plutôt que par voie aérienne», souligne une vendeuse.

De tous les coins du monde

Les classiques parmi les fruits secs sont les figues, comme les petites figues sauvages d'Iran ou les figues à peau mince d'Izmir. Pour les saisons sans fruits frais, les figues séchées ont toujours été un aliment de base comme le pain. Etant donné que les

figues fraîches sont très sensibles et ne se conservent que peu de temps, les figues séchées conviennent mieux au transport et sont moins chères.

Il y a également des dattes dénoyautées de Tunisie ou les énormes dattes Medjool de Californie, des chips de banane des Philippines, des bâtons de banane du Costa Rica, de l'ananas de Thaïlande et du Togo, des tranches de mangue du Mexique, des tranches de papaye et des lamelles de noix de coco de Thaïlande, du gingembre australien, des jaques du Sri Lanka, des kumquats (petites oranges) des Philippines, des moitiés de nectarines de Californie, des

tranches de kiwi d'Iran, des abricots géants de Californie, des gros pruneaux du Chili et des griottes du Michigan.

Bien sûr les produits locaux ne manquent pas non plus: les pruneaux Fellenberg très aromatiques, les rondelles de pommes suisses non pelées, les quartiers de pommes non pelés comme autrefois ou les poires «Bonne Louise» pour préparer un gratin ou du pain aux poires. Les fruits secs peuvent être consommés tels quels ou intégrés dans des desserts ou des salades de fruits.

Baies, raisins, noix, graines

Parmi les baies, on trouve des fraises chiliennes, des canneberges (airelles) de l'Oregon, des groseilles à maquereau de Colombie, des baies d'épine-vinette d'Iran, et parmi les raisins secs, des raisins de Malaga (muscat), des raisins de Corinthe et des sultanines de Turquie ou les raisins extra grands du Chili comme alternative sans graines aux raisins de Malaga.

Il y a également des noix et des amandes dans toutes les variantes: les noix de Grenoble, les noix du Chili, les noisettes d'Italie, les amandes brunes d'Espagne et les amandes blanches, puis les amandes salées pour l'apéritif, les amandes bâtonnets et des amandes amères.

On trouve également des cacahuètes et des arachides en croûte de wasabi, des noix du Brésil, des noix de cajou indiennes, des noix de macadamia du Kenya, des pistaches californiennes et des pignons portugais. Pour torner, il y a également des graines de tournesol et de courge autrichiennes, dont l'origine exotique doit être relativisée...



Variétés de fruits secs de toutes les couleurs. (photo FSZ)